

double
PETITE BIBLIOTHÈQUE DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE 1.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

Martin
RÉSOLUTIONS & STATUTS

adoptés au

**1^{er} Congrès International des
Syndicats Révolutionnaires**

Moscou - 3-19 Juillet 1921

Préface de DRIDZO-LOZOVSKY

Prix : 2 francs

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

96, Quai Jemmapes, 96

PARIS-X^e

1921

PETITE BIBLIOTHÈQUE DE L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

RÉSOLUTIONS & STATUTS

adoptés au

**1^{er} Congrès International des
Syndicats Révolutionnaires**

Moscou - 3-19 Juillet 1921

Préface de DRIDZO-LOZOVSKY



LIBRAIRIE DU TRAVAIL

96, Quai Jemmapes, 96

PARIS-X^e

1921

Préface

Les résolutions que nous publions ici représentent le fruit d'un travail de deux semaines au premier Congrès International des Syndicats Révolutionnaires. Il y a onze mois qu'a été créé le Conseil International Provisoire dont le but était d'opposer les idées de la lutte révolutionnaire de classes et de la révolution sociale aux idées de la collaboration de classes dont l'Internationale d'Amsterdam est le défenseur. Ces onze mois ont été consacrés au rassemblement des forces et à la propagande. Pendant ce laps de temps on a vu se former, dans tous les pays, des minorités importantes qui se sont opposées résolument à la politique des vieilles organisations syndicales.

Le mouvement syndical révolutionnaire était extrêmement divers, ne possédait ni unité de programme ni unité de tactique. Il y avait une diversité extrême de tendances et d'idées que la haine contre les exploités réunissait, mais que la conception des voies menant à la révolution sociale et la conception des tâches incombant à la classe ouvrière dans le temps où nous vivons désunissait. Une telle multiplicité de formes provoquée par les particularités du mouvement ouvrier de chaque pays était naturelle dans la première période de recherches de la voie à suivre et d'opposition au vieux mouvement syndical. Cette multiplicité était inévitable; mais, en tant qu'elle empêchait l'unité d'action, il fallait la faire disparaître par l'adoption d'une tactique unique, générale, obligatoire. Le premier Congrès International des Syndicats révolutionnaires a rempli complètement cette tâche de rassemblement des forces révolutionnaires dispersées, de l'élaboration d'une ligne de conduite unique et de la création d'une base solide pour les organisations révolutionnaires de classe.

En lisant attentivement les procès-verbaux et les résolutions du premier Congrès, nous voyons que la pensée collective des syndicats révolutionnaires, après des débats longs et passionnés, après une lutte vive mais cordiale et

des concessions réciproques, a trouvé sa forme définitive. Les résolutions que nous apportons sont le résultat de l'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays. Ici sont résumées des périodes entières du mouvement syndical révolutionnaire, ici on a tourné et retourné les pages de l'histoire d'avant-guerre et d'après-guerre, et c'est de l'expérience positive ou négative du mouvement ouvrier de tous les pays que le Congrès a tiré des conclusions révolutionnaires.

La résolution qui détermine la direction du mouvement syndical révolutionnaire est incontestablement la résolution sur les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge. Le Congrès n'a pu passer cette question sous silence. Devant le Congrès des syndicats révolutionnaires, le mouvement communiste de tous les pays et l'Internationale Communiste étaient un fait révolutionnaire. Quel que soit l'esprit d'« indépendance » dont étaient animés un certain nombre de délégués, quels que soient leurs préjugés à l'égard de la politique et à l'égard des partis politiques, les faits sont tenaces et le Congrès a dû leur dire : « Les syndicats révolutionnaires, dans leur lutte contre le capitalisme, vont-ils marcher la main dans la main avec l'Internationale Communiste, ou avec une autre force quelconque? » Le Congrès a dû répondre qu'il y a une force révolutionnaire de classe qui poursuit la route où s'est engagée l'Internationale Syndicale Rouge. Et sur cette question il a adopté une résolution qui fixe l'existence indépendante, au point de vue d'organisation, de l'Internationale Syndicale Rouge, et qui souligne l'absolue nécessité de l'unité d'action et d'une collaboration étroite dans la lutte. Le Congrès soutient cette opinion en se basant sur la concentration des forces de la bourgeoisie et en soulignant que la bourgeoisie a déjà depuis longtemps réuni ses organisations politiques et économiques pour la lutte commune.

Les exigences de la lutte, la nécessité de créer un front révolutionnaire unique obligent non seulement le Congrès, mais aussi la minorité syndicaliste révolutionnaire, qui a défendu avec ardeur l'indépendance du mouvement syndical, de reconnaître la nécessité d'établir les liens les plus étroits avec l'Internationale Communiste, avant-garde du mouvement révolutionnaire ouvrier dans tous les pays. Ces rapports seront exprimés par la représentation mutuelle

dans les organes exécutifs, par des conférences communes, etc. Pour les mêmes raisons le Congrès a dû estimer que cette liaison doit porter un caractère organique et trouver son expression dans la préparation commune des actions révolutionnaires sur le plan national aussi bien que sur le plan international, et estimer aussi qu'il serait désirable au plus haut degré d'établir dans chaque pays des liens pratiques entre les syndicats rouges et le parti communiste pour l'application des décisions des deux Congrès.

Cette décision sur les rapports avec l'Internationale Communiste a influencé par la suite toutes les résolutions du Congrès et la discussion qui a surgi sur telle ou telle question de l'ordre du jour ne faisait que compléter ou développer les points de vue exprimés lors des débats sur cette question essentielle.

Mais la question des rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge ne résoud qu'un des côtés du problème en ce qui concerne la coordination de l'action, la collaboration étroite, etc. Il reste encore à résoudre les problèmes particuliers qui se posent au mouvement syndical révolutionnaire de tous les pays. Son but est le renversement du capitalisme et l'établissement de la dictature du prolétariat. A ce sujet il y avait presque unanimité; car les neuf dixièmes des syndicalistes, après l'expérience de la guerre et de la révolution, se sont prononcés pour la dictature du prolétariat tout en la comprenant, il est vrai, à la manière syndicaliste. Des divergences de vues ont apparu, et d'assez considérables, lorsqu'il a fallu définir les tâches concrètes de la lutte dans chaque pays et les mots d'ordre sur lesquels il fallait concentrer l'attention des masses ouvrières. Ici, avant tout, il a fallu définir les méthodes mêmes de la lutte. Les débats sont devenus plus âpres sur la question de savoir s'il fallait détruire les vieux syndicats ou les conquérir. Les partisans de la scission par principe, de la scission à tout prix ont été très peu nombreux au Congrès — quelques hommes seulement. Pour eux, les vieilles organisations syndicales réformistes possèdent tous les vices et les purs révolutionnaires n'y ont absolument rien à faire. C'est pourquoi ils croient nécessaire de mettre à la base de la tactique révolutionnaire la destruction des vieilles organisations syndicales. Sur cette question le Congrès, dans sa résolution sur la tactique et dans sa résolution sur l'organisation, a adopté une atti-

tude bien définie. « Ne détruisez pas, mais conquérez les syndicats », — voilà ce qu'a dit le premier Congrès, et il l'a dit à la presque unanimité, contre quelques esprits brouillons qui cherchent des formes théoriques à leur pessimisme et à leur impuissance.

Dans un paragraphe spécial intitulé « Méthode de lutte », le Congrès attire l'attention sur la nécessité d'une tactique souple dans la lutte défensive aussi bien que dans la lutte offensive.

« Il n'y a pas de méthode de lutte absolument vraie » — dit le Congrès, — tout change et tout dépend du temps, du lieu et des conditions. Les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge ne doivent pas seulement être des modèles de révolutionnaires, mais aussi des modèles de discipline et de sang-froid. Tout le secret du succès est dans la préparation systématique et opiniâtre de toute action, de tout mouvement. La rapidité et l'intransigeance dans l'action doivent dépendre de l'étude détaillée de la situation et des circonstances objectives et aussi du degré d'organisation des forces ennemies. Dans la lutte de classe aussi bien que sur le front de la guerre, il faut savoir non seulement attaquer, mais il faut savoir aussi, à l'occasion, reculer en bon ordre.

Dans l'attaque et dans la défense, il ne faut pas perdre de vue une seule chose : avoir derrière soi la sympathie des grandes masses prolétariennes dans les conjonctures politiques et sociales où l'on lutte. Cette relativité des méthodes et des manœuvres de lutte est soulignée dans un autre endroit des thèses sur la tactique, celui où l'on dit qu'il ne faut pas croire que l'offensive est le meilleur moyen de lutte dans n'importe quel état de choses. Notre tactique doit être souple et tenir compte de toutes les difficultés.

La question de la C. G. T. italienne a occupé le Congrès d'une façon spéciale. La résolution qui fut adoptée, après une discussion approfondie, est conçue en termes non équivoques et se prononce contre la position double occupée par la C. G. T. italienne. Il existe encore des syndicats et même des groupements syndicaux qui ne peuvent encore comprendre que l'Internationale d'Amsterdam et l'Internationale Rouge ne représentent pas une même classe; que l'Internationale d'Amsterdam, malgré qu'à sa tête se trouvent des ouvriers, est dans son essence une organisation anti-ouvrière et anti-prolétarienne et que dans ces condi-

tions la tâche n'est pas de chercher à concilier l'inconciliable et de s'asseoir entre deux chaises, mais de prendre une position nette et de dire sans équivoque sous quelle bannière marche une centrale syndicale donnée : sous celle de l'Internationale Rouge ou bien sous celle de l'Internationale jaune? Les dirigeants de la C. G. T. italienne ne se rendent pas compte de cette différence entre les deux Internationales et de la profondeur de l'abîme qui les sépare. Voilà pourquoi le Congrès, après avoir discuté en détail la déclaration des représentants officiels de la C. G. T. italienne, a adopté une résolution spéciale, dans laquelle il a souligné sa position essentielle et sa conception des tâches du mouvement révolutionnaire. La résolution n'est pas dirigée contre les syndicats italiens — le Congrès a parfaitement compris que, quoique le prolétariat italien et ses syndicats ne soient pas avec nous au point de vue formel, ils sont tout de même avec l'Internationale Syndicale Rouge en réalité. Le Congrès a souligné cette idée dans sa résolution et a exprimé la conviction que le prolétariat italien occupera bientôt la place qui lui est due parmi les Syndicats révolutionnaires de tous les pays.

Le Congrès a accordé une attention spéciale à l'élaboration d'un programme d'action, programme qui est conforme entièrement à celui adopté par le 3^e Congrès de l'Internationale Communiste. Cette plate-forme pratique doit devenir un commandement de combat pour tous les syndicats. Dans ce programme d'action, on a tiré profit de toute l'expérience du mouvement ouvrier des dernières décades, et on a tenu compte de tout ce qu'ont apporté la guerre et la révolution. Seul un syndicat adoptant, non verbalement mais en le réalisant dans la vie, ce programme d'action, fera réellement partie de l'Internationale Syndicale Rouge. L'idée essentielle de ce programme est justement cette action révolutionnaire directe de masses. Ce programme d'action ne doit pas seulement être lu, il doit être étudié, il doit être réalisé dans la vie, il doit servir comme un moyen d'éducation et d'organisation des masses.

Les résolutions et les thèses sur la question d'organisation aussi bien que les statuts où est fixée la ligne essentielle tracée par le Congrès, découlent logiquement de la résolution sur la tactique. La question d'organisation, surtout lors d'un Congrès constitutif, est extrêmement complexe, car nous avons affaire à une très grande diversité

de tendances dans le mouvement ouvrier. En outre, à notre Congrès étaient représentées non seulement des organisations entières, mais aussi des parties d'organisations. Cette circonstance a rendu plus difficile la solution de la question d'organisation et l'élaboration d'un plan d'organisation unique. Néanmoins, dans le domaine de l'organisation, le Congrès a tracé une ligne très claire, il a donné des indications en ce qui concerne les questions essentielles de la structure organique, il a adopté le mot d'ordre d'organisation dans les syndicats suivant le principe du groupement par industries, celui de la création des comités d'usines et de fabriques en tant que bases des syndicats d'industrie; en outre, le Congrès a abordé pratiquement la question de la conquête des vieilles organisations syndicales, il a donné à chaque pays une série d'indications concrètes; en ce qui concerne l'organisation, il s'est prononcé contre l'organisation des syndicats par nationalités, il a donné le mot d'ordre de création de groupements des syndicats exclus, il a fixé son attitude à l'égard du travail féminin, à l'égard du travail au sein de la jeunesse, il a élaboré les conditions d'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge et enfin il a adopté des statuts très détaillés qui, à l'heure actuelle, sont à la base de l'activité de l'Internationale Syndicale Rouge.

Outre ces questions essentielles, le Congrès a accordé une attention très sérieuse à la question du contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier, au stade actuel du développement de la lutte sociale, est un mot d'ordre profondément pratique pour les ouvriers de tous les pays. Dans ce domaine, l'expérience est très grande. Il va de soi que la plus grande expérience sous ce rapport a été faite en Russie, et il n'est pas étonnant que ce soit l'expérience russe (vérifiée par les événements qui se sont passés dans d'autres pays) qui soit à la base de cette résolution. Le Congrès n'a pas mis en avant simplement le mot d'ordre du contrôle ouvrier, mais il a donné dans ce domaine des indications concrètes. Le Congrès a dû attirer l'attention des ouvriers sur les formes du contrôle ouvrier, sur la façon dont il faut l'aborder et a dû donner aussi à ce sujet un programme pratique d'action. Après la résolution qui a été prise sur cette question, la discussion peut être considérée comme épuisée.

Toutes les autres résolutions adoptées par le Congrès, comme, par exemple, les résolutions sur la question des

victimes de guerre, sur le chômage, sur la femme dans la production et dans les syndicats, etc. — toutes ces résolutions sont pénétrées de cette même pensée que la tâche des syndicats révolutionnaires est d'organiser les masses sur le terrain de la lutte économique et politique en vue d'une offensive contre le capitalisme. Au cours de tous ces travaux, le Congrès n'a pas perdu de vue, un seul instant, ce but de la lutte.

Il est nécessaire de souligner la résolution consacrée au mouvement syndical dans le Proche et dans l'Extrême-Orient et dans les colonies. Il ne faut pas perdre de vue que depuis ces dernières années on assiste à une recrudescence du mouvement syndical dans ces pays et qu'en même temps on constate une très grande effervescence dans les colonies exploitées par le capital européen. Dans ces pays, le mouvement a un caractère double : un mouvement révolutionnaire national se réclamant souvent des mots d'ordre de haine de races, et le mouvement prolétarien, dirigé contre les exploiters nationaux et étrangers. Le Congrès a souligné, suivant une juste indication du représentant de Java, la nécessité de transformer la haine de races en haine de classe et de tendre à élever la conscience des masses exploitées jusqu'à la lutte révolutionnaire de classe et jusqu'à la révolution sociale.

En lisant attentivement toutes les résolutions et en les étudiant, le simple membre d'un syndicat, aussi bien que le dirigeant d'organisation ouvrière, trouvera une réponse à toutes les questions qui l'agitent en ce moment. Le Congrès a marqué sa ligne de conduite. Le Congrès a donné des mots d'ordre concrets. Il a indiqué les tâches pratiques qui incombent actuellement aux syndicats, il a créé des formes d'organisation, il a groupé toutes les tendances diverses de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier, y compris celles qui étaient très rebelles à l'organisation. Le fait qu'après la destruction des organisations internationales, après la plus grande faillite des anciennes organisations syndicales, après la politique dissolvante de la collaboration de classes, le fait qu'on a pu réunir les représentants de 17 millions d'ouvriers, les mettre d'accord dans la compréhension des tâches qui incombent à la classe ouvrière, mettre debout les colonnes de bataille contre la classe capitaliste, ce fait a une importance très grande. Le Congrès a jeté les bases solides d'un groupement syndical



réellement international. A l'Internationale opportuniste est désormais opposée l'Internationale de lutte; à l'Internationale de l'inaction, l'Internationale de la poussée révolutionnaire; à l'Internationale jaune d'Amsterdam, l'Internationale Rouge.

L'Internationale Rouge est définitivement fondée, et maintenant, dans tous les pays, on va discuter sur les questions posées par le premier Congrès constitutif des syndicats révolutionnaires. Le Congrès n'a rien caché. Il n'est pas allé sur les brisées de l'Internationale d'Amsterdam et il n'a masqué aucun désaccord. Il parlait de ce point de vue que, pour la lutte, la clarté dans les conceptions fondamentales, l'unité et la cohésion étaient nécessaires, avant tout. Les participants du Congrès ont fait des concessions mutuelles. Mais ces concessions ont été faites après des discussions longues et passionnées, et après que le point de vue de chacun a été mis en lumière. Tous se sont mis d'accord sur la plate-forme : révolution sociale, dictature du prolétariat et collaboration organique la plus étroite avec l'Internationale Communiste. Il est difficile, à l'heure actuelle, d'apprécier toute l'importance de ce premier Congrès. Les résultats de ses travaux et l'influence des résolutions adoptées deviendront visibles seulement dans quelques mois. Mais déjà on peut dire qu'une grande œuvre historique a été accomplie à Moscou. Les syndicats révolutionnaires dispersés se sont retrouvés, ont définitivement créé leur Centrale mondiale, ont élaboré les méthodes et les moyens de lutte et maintenant ils se mettront à l'œuvre avec une énergie décuplée. C'est cela qui constitue la signification historique et mondiale du 1^{er} Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge et des résolutions qu'il a adoptées.

A. DRIDZO-LOZOVSKY.

Moscou, 20 juillet 1921.

Le Premier Congrès international des Syndicats révolutionnaires aux Ouvriers de tous les pays

La guerre mondiale criminelle déclenchée par les pays capitalistes de l'Europe et de l'Amérique, et qui a ébranlé dans ses fondements les bases mêmes du vieux monde, est terminée. Ce n'est que maintenant qu'apparaissent dans toute leur monstruosité les conséquences de ce crime affreux commis envers l'humanité. Il est vrai que les huit millions de tués sont déjà enterrés et leurs cadavres n'inquiètent pas le repos de ceux qui ont causé leur mort; mais il reste encore 12 millions de blessés et de mutilés, dont la chair trouée par les balles des mitrailleuses, les baïonnettes et les éclats d'obus témoigne du crime inouï accompli par le capitalisme mondial.

Le blocus a pris fin. De par la conclusion de la soi-disant paix de Versailles on a cessé de détruire au nom de la guerre les richesses publiques créées par la sueur et le sang du prolétariat. Mais qui peut compter pendant combien d'années encore les masses laborieuses de tous les pays seront condamnées à payer par les maladies, la dégénérescence, la faim et la misère, la destruction des biens sociaux représentés par des centaines et des milliers de milliards.

La guerre est terminée, mais les armées de tous les pays sont plus nombreuses à l'heure actuelle qu'elles ne l'étaient en 1914; les sommes inscrites au budget pour le militarisme sont plus élevées qu'elles n'étaient avant la guerre. L'humanité est sortie de la guerre non seulement avec une perte de 10 millions de vies humaines, mais aussi appauvrie et ruinée. C'est maintenant seulement, après une courte période d'activité purement spéculative dans le domaine du commerce et de l'industrie, qu'a commencé une crise épouvantable, inconnue jusqu'ici dans l'histoire, une crise de toute l'économie mondiale, conséquence de la guerre impérialiste. La guerre a non seulement brisé les forces productrices du capitalisme mondial, mais a déchiré aussi les liens économiques qui maintenaient en équilibre les différents rouages de l'économie capitaliste avant la guerre. Les capitalistes des pays industriels, à commencer par l'Amérique, ne savent où exporter les objets fabriqués. Les pays appauvris ne peuvent rien acheter et les ouvriers n'ont pas les moyens de se procurer les choses dont ils ont besoin.

Comme résultat, nous voyons dans le monde entier un chômage inouï et un gaspillage énorme des forces productrices. Des millions d'ouvriers de tous les pays sont jetés à la rue, les machines sont arrêtées et se détériorent, les stocks de marchandises, valant des milliards, pourrissent ou sont détruits consciemment par les capitalistes, des millions d'hommes sont en proie à la faim et à la maladie. Et en même temps, le capital passe à une offensive décidée contre cette partie des ouvriers auxquels il a bien voulu laisser la possibilité de travailler. Dans tous les pays, les capitalistes abaissent les salaires, aggravent les conditions du travail, poussent à ses limites extrêmes l'exploitation des ouvriers en s'appuyant sur toute la puissance de l'Etat capitaliste, de son armée, de sa police, de sa presse vendue, de ses tribunaux, de ses fonctionnaires, de ses laquais de l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

Que faut-il donc faire ?

Camarades et frères de classe, vous qui marchez sous le drapeau de l'Internationale d'Amsterdam, c'est à vous que s'adresse le Congrès Constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge au nom des millions des syndiqués révolutionnaires de tous les pays, au nom des ouvriers que vous coudoyez chaque jour dans votre travail et avec qui vous serez, nous en sommes convaincus, le jour du combat décisif. Pour savoir ce qu'il faut faire, regardez attentivement sans croire aux paroles, mais en vous basant seulement sur les actes et les faits, regardez ce qu'ont fait et ce que font vos chefs de l'Internationale d'Amsterdam. Au moment où la guerre mondiale a éclaté, d'accord avec les chefs de la II^e Internationale, ils vous ont conseillé de rejoindre sans murmurer les casernes et d'aller aux champs de bataille. Tant que la guerre durait, ils prêchaient la paix sociale, ils vous demandaient de vous abstenir de faire grève et, au nom de la guerre, vous exhortaient à un travail exténuant et au sacrifice. A l'unisson avec les capitalistes et la presse vendue et même plus haut qu'eux, ils parlaient des améliorations d'existence qui devaient être votre récompense de la guerre. Cette amélioration ne consiste-t-elle pas dans la baisse des salaires, dans les lock-out féroces, dans la fermeture de fabriques, dans le chômage, dans la violence policière, dans l'organisation des bandes jaunes. Ce sont les vaincus qui doivent payer. Et qui donc est vaincu, dupé, trompé, écrasé, sinon la classe ouvrière ? Que font donc les gens d'Amsterdam, ces défenseurs patentés de la bourgeoisie, contre la classe ouvrière. Peut-être, aujourd'hui, avec toute la classe ouvrière crient-ils aux capitalistes : payez ! Non, ces messieurs ne désirent pas prendre la parole sur cette question ; sur les ordres du capital, ils répètent seulement que les ouvriers doivent travailler avec assiduité et recréer ce qui a été détruit par la guerre. Mais si ceux qui vous ont trompés se taisent, c'est que la parole est maintenant à ceux qui ont été trompés et cette

parole doit retentir comme un cri d'indignation de tous les prolétaires et doit être : « A bas l'Internationale jaune d'Amsterdam. » « A bas la domination bourgeoise ».

Le capital passe à l'offensive, ayant en réserve une immense armée de chômeurs, pas à pas il retire à la classe ouvrière toutes ses conquêtes de la période précédente. C'est par une lutte opiniâtre que le prolétariat doit défendre chaque pouce de terrain. Peut-être, dans la lutte économique, l'Internationale d'Amsterdam a-t-elle des mérites quelconques envers la classe ouvrière ? A-t-elle dirigé votre lutte, avec succès, camarades ? Voilà la question à laquelle tout ouvrier organisé, même indifférent à la cause du socialisme et de la révolution, doit donner une réponse claire au nom de ses intérêts vivants.

L'Internationale d'Amsterdam a, jusqu'à présent, cédé à la classe capitaliste sans combat ou, par sa lâche tactique, a provoqué défaite sur défaite. L'histoire de la dernière grève héroïque des mineurs anglais est un exemple éclatant de la façon dont les dirigeants syndicaux trahissent les masses ouvrières résistant aux attaques du capital. Au lieu d'appuyer les mineurs et de diriger sur le front du combat de nouvelles forces du prolétariat organisé pour vaincre ainsi l'ennemi, ces leaders, au moment décisif, retiennent loin de la bataille les réserves prolétariennes et donnent au capital les possibilités d'écraser la classe ouvrière par groupes isolés.

Tant que la majorité des syndiqués sera dirigée par des Gompers, par des Jouhaux et des Henderson, il n'en sera jamais autrement. Nous sommes entrés dans l'époque de la lutte de classe impitoyable et acharnée. Et quels sont donc ces chefs qui ont peur des grèves, qui ont peur de les élargir par ménagement du capital, qui tremblent pour le sort de l'industrie capitaliste plus que les capitalistes eux-mêmes, ces chefs qui ne peuvent, qui n'osent et qui ne veulent conduire les forces de la classe ouvrière au nom de sa victoire ? De tels chefs trahiront inévitablement la classe ouvrière. Vos cotisations, pour lesquelles pendant de longues années vous vous êtes privés du strict nécessaire, seront gaspillées inutilement dans des grèves malheureuses à cause de la tactique de trahison des chefs jaunes. Ces messieurs ne peuvent faire que ce qu'ils sont habitués à faire, ce qu'ils ont toujours fait à l'époque du développement paisible du capitalisme, le trafic organisé de la main-d'œuvre ouvrière au nom du syndicat. Et ce trafic se poursuit dans une époque où la classe ouvrière a besoin de chefs de combat et non d'intermédiaires dont les marchandages finissent toujours par l'acceptation des prix proposés par les Morgan, les Stinnes et les Schneider. Tous les dirigeants de l'Internationale d'Amsterdam qui empêchent le prolétariat de défendre, sur un front unique, leur vie contre l'attentat des exploités ne représentent rien d'autre qu'une organisation de jaunes.

Chaque jour se multiplient les cas où les différents groupes d'ouvriers qui ne veulent pas attendre la trahison entrent dans la lutte révolutionnaire ou déclenchent des grèves d'une façon non organisée. Suivant leur fidèle instinct de classe, ils enfreignent la discipline imposée par les traîtres, la discipline du capital, et réalisent le droit sacré de tout prolétaire de ne pas se rendre à l'ennemi sans combat. Mais il y a une autre, une meilleure issue. Cette issue, est de remplacer par une autre organisation l'organisation des chefs jaunes qui trahissent la cause de la classe ouvrière. Le Congrès International des Syndicats Rouges adresse à tous les ouvriers encore affiliés à Amsterdam un appel les invitant à chasser du mouvement syndical les bureaucrates et les traîtres placés à la tête des syndicats jaunes et à adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge.

Déjà, 2/5 des ouvriers organisés du monde sont affiliés à l'Internationale Syndicale Rouge. Il est maintenant temps de grouper toute l'armée internationale du travail sous le drapeau rouge de la révolution prolétarienne.

Dans la lutte opiniâtre entre le capital et le travail qui s'amplifie de plus en plus pour le malheur de la classe ouvrière, la bourgeoisie jusqu'à présent est mieux organisée et plus consciente de ses intérêts de classe et est plus décidée à les défendre que le prolétariat.

L'habileté et la supériorité de la classe bourgeoise sautent aux yeux par le seul fait qu'elle a pu maintenir dans l'esclavage et la soumission des millions d'ouvriers en s'appuyant sur la classe ouvrière elle-même, en s'appuyant sur ses chefs qui meurtrissent la chair du prolétariat et ne lui permettent pas de se redresser pour ébranler, de ses fortes épaules, l'édifice capitaliste qui l'écrase.

Si le régime capitaliste dure encore, si la classe capitaliste a réussi à se maintenir au pouvoir à un moment des plus critiques, lors de la démobilisation après la guerre et s'il réussit aujourd'hui à battre la classe ouvrière par groupes isolés, il le doit aux hommes d'Amsterdam et de la II^e Internationale. Mais tout à une fin. Et les ouvriers de tous les pays se convainquent de plus en plus que le pouvoir du capital n'est pas tout puissant et que, si le capital est fort, c'est plutôt à cause de leur propre faiblesse, de leur manque d'organisation, de leur résignation.

Une nouvelle époque de grands combats commence et le prolétariat mérite d'avoir d'autres chefs que les jaunes d'Amsterdam. Ces nouveaux chefs sauront défendre ses intérêts et passer à l'offensive. L'Internationale Syndicale Rouge aura bientôt avec elle l'écrasante majorité de la classe ouvrière mondiale. Et alors les prolétaires de tous les pays exigeront des capitalistes un règlement des comptes et une indemnité complète et entière.

Un ouvrier conscient n'a rien à perdre au régime d'explo-

teurs, hormi ses chaînes. En saisissant les capitalistes à la gorge, en organisant avec décision la lutte révolutionnaire, il renversera la domination du capital.

Ouvriers de tous les pays, le Premier Congrès des Syndicats Rouges, siégeant dans le pays qui a été conquis par le prolétariat russe sur le capital, au nom des millions de blessés et de mutilés de la guerre criminelle, au nom des souffrances et des humiliations imposées à la classe ouvrière par la dictature capitaliste, au nom des victimes de la terreur bourgeoise, au nom de vos défaites essuyées sous la direction des chefs jaunes et au nom de vos futures victoires sous le drapeau rouge de la révolution et, enfin, au nom de la classe ouvrière russe qui, depuis 4 ans déjà, seule, tient haut le drapeau rouge sur le sol de la république des Soviets, en attendant l'aide des camarades d'autres pays, nous vous appelons dans nos rangs, nous vous appelons au dernier combat décisif.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !
Vive la révolution prolétarienne !
Vive la dictature du prolétariat !
Vive la République Soviétiste Universelle !
Vive le Communisme !

RÉSOLUTIONS

L'activité du Conseil international des Syndicats pendant l'année écoulée

(Rapporteur : A. Rosmer)

Après avoir pris connaissance du rapport du cam. Rosmer, le 1^{er} Congrès reconnaît que :

1) La création du C. I. S. O. répondait aux besoins réels des masses ouvrières menant la lutte contre le capitalisme.

2) Le C. I. S. O. a adopté dès le début une juste attitude révolutionnaire à l'égard de la dictature bourgeoise en lui opposant le principe de la dictature prolétarienne.

3) Le C. I. S. O. a donné une appréciation exacte du rôle joué par l'Internationale d'Amsterdam, étroitement liée au B. I. T., annexe de la Société des Nations et a eu parfaitement raison de lui déclarer une guerre implacable.

4) Dans les conditions extrêmement pénibles des derniers 11 mois écoulés le Conseil a fait de son mieux pour intensifier la propagande et pour réaliser ses tâches essentielles.

5) L'adhésion au C. I. S. O. des grandes masses ouvrières de 36 pays, témoigne de la très grande attraction exercée par le Conseil et souligne avec une force particulière l'efficacité de son activité, — en vertu de quoi le Congrès :

Confirme le rapport du camarade Rosmer et approuve l'attitude adoptée par le Conseil contre le mot d'ordre néfaste et contraire aux intérêts de la classe ouvrière : détruire les vieilles organisations des masses syndicales réformistes.

Les Rapports entre l'Internationale syndicale rouge et l'Internationale communiste

(Rapporteurs : A. Rosmer et Tom Mann)

Considérant que la lutte entre le travail et le capital dans tous les pays capitalistes a acquis, par suite de la guerre et de la crise mondiale, un caractère particulièrement aigu, implacable et décisif.

Que dans le processus de cette lutte se dessine, devant les grandes masses ouvrières, de jour en jour plus distinctement la

nécessité d'écarter la bourgeoisie de la production, et partant, du pouvoir politique.

Que ce résultat ne peut être atteint exclusivement que par l'établissement de la dictature du prolétariat et du régime communiste.

Que dans leur lutte pour la conservation de la dictature bourgeoise toutes les couches capitalistes dominantes ont atteint déjà un degré considérable de préparation et d'unification de leurs organisations nationales et internationales, aussi bien politiques qu'économiques, que l'action offensive du prolétariat rencontre une force unie de la bourgeoisie.

Que la logique de la lutte de classes actuelle exige l'unification la plus complète des forces du prolétariat et de sa lutte révolutionnaire et détermine ainsi la nécessité d'un contact étroit et d'une liaison organique entre les diverses formes du mouvement ouvrier révolutionnaire, avant tout entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Rouge des Syndicats; qu'il est aussi hautement désirable que tous les efforts soient faits dans le domaine national vers l'établissement de relations similaires entre les partis communistes et les syndicats rouges.

Le Congrès décide :

1° Toutes les mesures doivent être prises pour le groupement le plus ferme des syndicats révolutionnaires dans une organisation de combat unifiée, avec un centre dirigeant international unique : l'Internationale Rouge des syndicats ouvriers.

2° Des liens aussi étroits que possible doivent être établis avec l'Internationale Communiste, avant-garde du mouvement ouvrier révolutionnaire dans le monde entier, basés sur la représentation réciproque au sein des deux organes exécutifs, des délibérations communes, etc.

3° Cette liaison doit avoir un caractère organique et technique; elle devra se manifester dans la préparation conjointe et la réalisation des actes révolutionnaires dans le domaine national aussi bien qu'international.

4° Le Congrès affirme la nécessité de tendre à l'unité des organisations syndicales révolutionnaires et à l'établissement d'une liaison réelle et étroite entre les Syndicats Ouvriers Rouges et le Parti Communiste dans l'application des décisions des deux Congrès.

La Question italienne

Après avoir entendu et discuté les explications des représentants de la C. G. T. italienne, Bianchi et Arzimonio, le Congrès Constitutif des Syndicats révolutionnaires constate que :

1° La C. G. T. italienne, qui a signé, d'accord avec la C. G.

T. russe et les autres organisations, la déclaration concernant la fondation de l'Internationale Syndicale Rouge, au lieu de s'efforcer de consolider la nouvelle organisation internationale des Syndicats Rouges, a continué, pendant onze mois, à prendre part à l'action de l'Internationale d'Amsterdam et est restée en rapport avec les dirigeants de cette organisation.

La C. G. T. italienne a pris part avec voix délibérative au Congrès de Londres, et de plus elle n'y a même pas voté contre la résolution concernant le Conseil International des Syndicats Ouvriers.

2° Au lieu d'affaiblir ses liens avec l'Internationale d'Amsterdam, la C. G. T. italienne, au cours de ces derniers mois, n'a fait que les consolider, car en avril elle s'est adressée à l'Internationale d'Amsterdam pour lui demander une aide dans sa lutte contre les fascistes.

3° Le Congrès de la C. G. T. italienne à Livourne a décidé d'adhérer « sans réserves » à l'initiative de créer l'Internationale Syndicale Rouge et de rompre avec l'Internationale d'Amsterdam conformément aux décisions qui seront prises au Congrès Syndical de Moscou. Et malgré cette décision catégorique, la C. G. T. italienne a envoyé ses délégués « dans un but d'information ». Ainsi, considérant comme possible la participation avec voix délibérative au Congrès de l'Internationale d'Amsterdam, la C. G. T. italienne, en dépit de la décision du Congrès de Livourne envoie au Congrès des Syndicats Rouges des représentants dans un seul but d'information.

4° Au dernier moment, pour gagner du temps, la C. G. T. italienne a essayé de renvoyer le Congrès à une date ultérieure en proposant de le réunir à Reval ou à Stockholm sous prétexte qu'on y pourrait mieux procéder au contrôle des mandats des délégués.

5° Prenant acte de ce qui est dit ci-dessus, le Congrès Constitutif des Syndicats révolutionnaires estime que :

Le prolétariat italien n'est pas responsable de cette politique ambiguë si nuisible aux intérêts du prolétariat italien et à ceux de la révolution mondiale; que cette politique équivoque est l'œuvre des cercles dirigeants de la C. G. T. italienne qui tendent à isoler le prolétariat italien des syndicats révolutionnaires de tous les pays.

Un tel état de choses, lorsque la Centrale Syndicale d'un pays adhère verbalement à l'Internationale Syndicale Rouge tout en adhérant *réellement* à l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ne saurait être toléré plus longtemps. Aussi le premier Congrès des Syndicats révolutionnaires s'adresse-t-il aux prolétaires révolutionnaires d'Italie, à tous les syndicats locaux, à toutes les Bourses du Travail et aux Fédérations nationales en

leur demandant de se prononcer sur cette question : Qui entendent suivre les syndicats d'Italie? l'Internationale de la lutte révolutionnaire ou l'Internationale de la collaboration des classes, l'Internationale de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat ou celle qui est pour la paix sociale et la dictature de la bourgeoisie, l'Internationale Rouge ou l'Internationale d'Amsterdam?

Le Congrès est sûr que les prolétaires révolutionnaires d'Italie feront à bref délai leur choix et qu'au prochain Congrès International, la C. G. T. italienne occupera parmi les syndicats révolutionnaires la place que mérite le prolétariat révolutionnaire d'Italie.

Les Tâches et la Tactique des Syndicats

(Rapporteur : A. Lozovsky)

I. Les conditions de la lutte

1. Les tâches et la tactique des Syndicats se déterminent par le degré de tension et l'état de la lutte de classe sur le plan national et international. Le point de départ de cette lutte c'est le fait que la société capitaliste contemporaine est entrée dans une période de dissolution et de décomposition. Cette période est marquée par l'endettement toujours croissant des Etats capitalistes, par le regain d'activité temporaire de certaines branches de l'industrie, regain suivi brusquement de crises; par la guerre qui se perpétue, par le déséquilibre économique du monde capitaliste, par la crise aiguë sévissant dans tous les pays, par l'accroissement du chômage, par la ruine de l'agriculture, par le fait que de nouvelles guerres dans un but de rapine sont rendues inévitables, par la baisse continue des salaires, par l'aggravation des conditions de travail, en un mot par l'impossibilité absolue de rétablir l'équilibre politique et économique au moyen des méthodes habituelles d'exploitation capitaliste.

2. La crise économique toujours croissante et la destruction des richesses par la guerre durant plusieurs années, accentuée dans tous les pays la lutte sociale qui devient chaque jour de plus en plus acharnée. Les formidables grèves qui éclatent dans les différents pays montrent que le prolétariat cherche à conserver des positions acquises, menacées par une offensive patronale. Mais le prolétariat mène sa lutte par fraction, à la débâcle, en exposant par là-même ses détachements les mieux organisés à la défaite.

3. La lutte de la classe ouvrière et de ses organisations est rendue plus difficile par ce fait que la bourgeoisie a profité de

l'expérience de la guerre et de la révolution pour créer et renforcer ses propres organisations destinées à l'écrasement du mouvement révolutionnaire. Il n'est pas un seul pays bourgeois qui, en dehors de ses organes habituels de répression (armée, police, tribunaux, etc.), n'en crée pas de nouveaux. Dans tous les pays nous voyons surgir des organisations où entrent volontairement des représentants des classes dominantes, organisations ayant pour but de réprimer par la force armée l'insurrection des travailleurs.

4. Dans cette lutte contre le mécontentement toujours grandissant des masses, la bourgeoisie forme un front unique de toutes ses organisations économiques et politiques. Elle se rend parfaitement compte que seule l'unité la plus étroite, la concentration des forces, la centralisation de toutes les organisations, l'appui moral et matériel de l'appareil et de la force de l'Etat, la création d'organisations spéciales de combat peuvent retarder, sinon enrayer la révolution sociale en marche. La bourgeoisie ne sépare jamais la politique de l'économie.

5. Pendant la période du développement organique paisible de la société capitaliste, les syndicats avaient pour tâche d'organiser les masses en vue d'améliorer leur situation matérielle, de rendre meilleures les conditions générales de travail et de marcher ainsi vers la création du régime socialiste.

Les syndicats réformistes croient possible un passage lent et graduel du capitalisme au socialisme, par la transformation de la « démocratie », tandis que les syndicats révolutionnaires estiment que seul le renversement du capitalisme par la violence peut assurer à la classe ouvrière la disparition du salariat.

6. Les syndicats révolutionnaires se donnent pour tâche essentielle d'unir, de discipliner et d'éduquer les masses pour le renversement par la force du capitalisme. Cette tâche, dans la période actuelle, période de dissolution de la société capitaliste, prend une importance capitale. Le syndicat est l'école du Communisme. Nous avons pour tâche de préparer les masses au renversement du régime capitaliste. Il s'agit de savoir de quelle façon, par quel travail quotidien on peut les unir et les préparer. Il s'agit de préciser les questions qui se posent devant elles, de savoir comment on peut organiser la lutte quotidienne, ne perdant pas de vue toutefois les buts généraux de la classe ouvrière afin de rapprocher au plus vite sa lutte définitive avec son ennemi de classe.

A l'heure actuelle, les conditions de la lutte se sont considérablement compliquées. L'état des forces sociales en présence est tout à fait différent de celui d'avant et pendant la guerre; c'est pourquoi les tâches actuelles des syndicats sont autres, ainsi que les méthodes et les moyens.

II. Les syndicats avant la guerre

7. Au XIX^e siècle et au début du XX^e se sont dessinées trois formes essentielles du mouvement syndical, trois groupements fondamentaux :

Anglo-saxon (trade-unionisme), Austro-allemand (réformisme social-démocratique), Franco-espagnol (syndicalisme révolutionnaire).

Ces trois groupements fondamentaux dans le mouvement syndical mondial se distinguaient entre eux autant par leur activité que par leurs méthodes. C'étaient trois idéologies différentes, trois programmes d'action différents.

8. Le trait caractéristique du mouvement anglo-saxon était le corporatisme étroit, l'esprit apolitique, le neutralisme envers les partis socialistes et la concentration de toute l'attention sur les tâches immédiates et concrètes. Le Trade-Unionisme envisageait la lutte du point de vue corporatif, et partant de là, essayait de résoudre toutes les questions économiques et sociales. Il groupait principalement les couches supérieures de la classe ouvrière et exprimait l'idéologie de l'aristocratie ouvrière. Le Travail et le Capital étaient regardés théoriquement et pratiquement par le Trade-Unionisme non pas comme irréductiblement opposés l'un à l'autre, mais comme deux facteurs de la société se complétant et dont le développement harmonieux devait amener la répartition judicieuse de toute la richesse publique et sociale entre tous les éléments de la société.

9. Le mouvement syndical austro-allemand, qui se manifesta plus tard que l'anglo-saxon et se développa dans d'autres conditions, fut, dès le début, imprégné d'idées socialistes. La social-démocratie patronna le mouvement syndical de l'Allemagne et de l'Autriche et, pour cette raison, toute son idéologie était imprégnée d'un esprit social-démocrate. Mais la tactique social-démocrate reflétée par le mouvement syndical a fait que ce dernier prit un caractère social-réformiste. Les syndicats allemands ont jeté les bases de ce réformisme, qui se caractérise par l'achèvement démocratique paisible et graduel vers le socialisme, par l'obscurcissement de la conscience de classe, par la peur de la révolution et par l'espoir que le développement de la démocratie amènera automatiquement le régime socialiste, sans secousse et sans révolution. Au point de vue purement syndical, le réformisme a une tendance à tenir les syndicats le plus loin possible de la lutte politique révolutionnaire, à prêcher la neutralité envers le socialisme révolutionnaire et à nouer des liens étroits avec le socialisme réformiste. Enfin il surestime les contrats col-

lectifs, ainsi que l'activité des commissions paritaires. En somme il tend à la formation de rapports sociaux où il serait possible d'établir, dans le domaine politique et économique, l'égalité entre les ouvriers et les patrons, tout en conservant le système de l'exploitation de l'homme par l'homme.

10. Le syndicalisme révolutionnaire, dont l'origine n'a été qu'une réaction contre l'opportunisme du parti socialiste français, avait pour base quelques traits révolutionnaires caractéristiques. Il énonça l'idée de l'action directe, la lutte immédiate des masses, prêcha la grève générale et le renversement du capitalisme par la violence. Il menait une propagande et une agitation antimilitariste, se déclarait partisan de la théorie anti-étatiste, ainsi que de celle qui proclamait que les syndicats sont les seules organisations capables de faire la révolution sociale et d'édifier par eux-mêmes la société socialiste. Les théoriciens de ce mouvement écrivaient que le syndicalisme révolutionnaire est la synthèse du proudhonisme et du marxisme.

11. Le syndicalisme révolutionnaire énonça une série d'idées — et là est son mérite — qui l'ont placé beaucoup plus haut que les autres formes du mouvement syndical et l'ont rapproché du socialisme révolutionnaire. L'action directe, la pression révolutionnaire des masses sur le capital et sur l'Etat, le renversement du capitalisme par la révolution sociale, voilà le mérite des syndicalistes révolutionnaires et le côté pratique de leurs théories en général. D'un autre côté, nous avons dans le syndicalisme l'idée d'indépendance et de neutralité envers tous les partis politiques, y compris le parti politique du prolétariat et la négation de l'Etat prolétarien, la surestimation de la grève générale et une fausse attitude envers les exigences particulières des ouvriers. Pour les syndicalistes révolutionnaires, l'économie et la politique sont deux choses différentes. Cependant c'est une vérité élémentaire que la politique est la concentration de l'économie. Cette idée, malgré son esprit soi-disant révolutionnaire, est en réalité utilisée par la bourgeoisie qui, elle, ne sépare jamais dans sa lutte la politique de l'économie.

12. Le mouvement syndical se forma et se développa surtout pendant la période paisible du développement organique de la société capitaliste et porta des traits qui ont donné à la bourgeoisie la possibilité, surtout pendant la période de la guerre, de l'utiliser dans ses intérêts de classe. Ces traits caractéristiques sont : le corporatisme étroit, lutte de beaucoup de syndicats contre la main-d'œuvre féminine, l'esprit nationaliste et patriotique qui découle de la confusion entre les intérêts de l'industrie nationale et ceux de la classe ouvrière; ils ont trouvé leur expression véritable pendant la guerre, lorsque les intérêts de classe se sont heurtés contre les intérêts nationaux.

III. Les syndicats pendant la guerre

13. La guerre mondiale, provoquée par l'antagonisme des classes capitalistes de différents pays, a montré à quel point la classe ouvrière et ses organisations subissent l'influence de la société bourgeoise. Les syndicats ouvriers, dans la plupart des pays importants de l'Europe, ont cessé d'exister, après la déclaration de guerre, en tant qu'organisations de lutte de classe et se sont transformés en organisations de guerre impérialiste ayant pour tâche d'aider leurs gouvernements et leurs bourgeoisies respectives à vaincre le concurrent sur le marché mondial. Les anciens groupements existant dans le mouvement syndical ont disparu. Les syndicats ouvriers de tous les pays, excepté quelques-uns seulement, quoique occupant au front de combat des positions opposées, ont adopté le même langage : les intérêts de classe ont cédé la place aux intérêts nationaux de la bourgeoisie.

14. La période de la guerre mondiale est celle de la décomposition morale des organisations syndicales de tous les pays capitalistes; la grande majorité des leaders du mouvement syndical deviennent les agents du gouvernement. Ils se chargent eux-mêmes d'étouffer tout sentiment de révolte, ils sanctionnent l'aggravation des conditions de travail, ils donnent leur consentement à l'obligation imposée aux ouvriers de travailler dans des usines déterminées pour satisfaire les capitalistes, à l'abolition des libertés conquises par une lutte de longue durée, en un mot ils exécutent sans discuter les ordres reçus des classes gouvernantes.

15. Le mécontentement croissant a provoqué pendant la guerre des manifestations nombreuses, qui ont été étouffées du reste dès le début par les leaders de l'ancien mouvement syndical. La crainte de la révolution qui pendant de longues années empêcha les classes dominantes de se lancer dans des aventures guerrières disparut dès que les ouvriers syndiqués eux-mêmes se rangèrent du côté de la bourgeoisie contre la révolution. Cette transformation des chefs du mouvement syndical en chiens de garde du capitalisme est la victoire morale la plus éclatante remportée par les classes dirigeantes, en même temps que la plus grande défaite de la classe ouvrière dans la période de la guerre mondiale.

16. La propagande nationaliste des leaders du mouvement syndical a démoralisé les grandes masses. Au lieu de prêcher des idées de solidarité et d'union de classe, les représentants de la classe ouvrière ne faisaient retentir dans les oreilles des masses que des appels fervents à la résistance acharnée contre l'ennemi national, à la défense de la patrie et à l'union sacrée. Cette propagande traîtresse, faite par la presse bourgeoise et

subventionnée par le gouvernement, a été la cause principale de la durée de la guerre et des sacrifices énormes que la classe ouvrière s'est imposés pendant la boucherie internationale. La guerre a démontré la faillite absolue des différentes formes du mouvement syndical. Les leaders trade-unionistes d'Angleterre et d'Amérique, des syndicats d'Allemagne et d'Autriche, et des syndicalistes révolutionnaires de France se sont unis sur la plate-forme de la trahison de la classe ouvrière.

IV. Les syndicats après la guerre

17. La politique d'après guerre des leaders syndicaux des différents pays a les mêmes traits essentiels que leur politique pendant la guerre. Elle consiste à perpétuer l'Union sacrée pratiquée pendant la guerre, à subordonner les intérêts de la classe ouvrière aux intérêts du capitalisme.

18. C'est en France surtout que cette politique se manifeste de la façon la plus odieuse, parce que ce sont les syndicalistes révolutionnaires d'hier, les anarchistes et les antimilitaristes qui s'en sont fait les porte-paroles. La C. G. T., par l'organe de ses dirigeants, réclame l'honneur d'être admise aux Commissions qui préparent le traité de Versailles, se charge de l'initiative de faire payer aux ouvriers allemands les frais de la guerre, sabote le mouvement gréviste révolutionnaire en plein accord avec le gouvernement et avec toute la classe bourgeoise; elle combat l'idée même de la révolution sociale, proclame les principes de la reconstruction du capitalisme sur la base de la collaboration de toutes les forces vitales de la société, des ouvriers, des capitalistes et de l'Etat. Cette tactique a eu comme résultat le renforcement de la bourgeoisie, la démoralisation de la classe ouvrière et a provoqué sa méfiance à l'égard des mots d'ordre révolutionnaires.

La C. G. T. ayant partie liée avec la bourgeoisie, dont elle dépend, se réclame en même temps de l'indépendance et de l'autonomie du mouvement syndical en se basant sur la Charte d'Amiens.

19. Sur le terrain préparé par la trahison et l'infraction scandaleuse aux principes révolutionnaires élémentaires de la classe ouvrière, une nouvelle organisation a poussé et prospéré, qui n'a pas manqué de trouver la vraie voie révolutionnaire tracée par les Comités Syndicalistes Révolutionnaires. L'opposition révolutionnaire groupe déjà presque la moitié des adhérents de la C. G. T., mais malgré sa croissance en nombre, elle est faible par le manque d'unité organique. Toute l'opposition est unie dans la lutte contre la trahison ouverte ou masquée des intérêts de la classe ouvrière, mais tout en soutenant une lutte énergique, souvent victorieuse, grâce à son front unique, la mi-

norité n'est pas encore parvenue à préciser clairement ses tâches concrètes ni à déterminer les mots d'ordre de son programme. L'opposition composée d'anarchistes, de syndicalistes révolutionnaires et de communistes proclame le mot d'ordre : « Revenons à la Charte d'Amiens ». Ce mot d'ordre est insuffisant, vu que toute la C. G. T. se réclame de cette charte.

20. La charte d'Amiens, qui a été une protestation des masses ouvrières contre l'opportunisme des partis socialistes, ne peut plus servir de base à notre activité. Non pas seulement parce qu'elle est vieille de quinze années, mais surtout parce que, même au temps où elle fut élaborée, elle ne résolvait pas toutes les questions qui se posaient devant la classe ouvrière. La guerre mondiale, la désorganisation du régime capitaliste, la révolution, tout cela impose à la minorité le rejet de cette charte surannée et l'obligation d'en élaborer une nouvelle, répondant mieux à la situation.

21. Les leaders des syndicats allemands ont été après la guerre les piliers par excellence de la clique militaire et de la bourgeoisie allemandes. La révolution de 1918 a effrayé la bourgeoisie allemande au point qu'elle a dû recourir à l'action dissolvante des syndicats pour vaincre le mouvement tendant à transformer la révolution politique en révolution sociale.

Les leaders des syndicats allemands ont conclu avec leur bourgeoisie un accord concernant les commissions paritaires, et cet accord a servi de base à tout le mouvement syndical allemand ultérieur. L'activité des commissions paritaires se ramenait aux simples divagations sur les réformes sociales, cependant elles furent à la base de l'accord. La domination de la bourgeoisie dans les domaines politique et économique, tel a été le résultat du système paritaire. La contribution active des syndicats à l'écrasement du mouvement révolutionnaire des masses, telle a été la conséquence de cette entente.

Les leaders des syndicats allemands se sont mis avec ardeur à l'œuvre de reconstruction du capitalisme au point d'aller jusqu'à soutenir les répressions sanglantes de la classe ouvrière par la bourgeoisie.

22. Ce rôle contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale qui, grâce à la guerre, se trouvait à la tête de dizaines de millions d'ouvriers syndiqués, a provoqué un mouvement de protestation de la part des ouvriers. Cette protestation a pris une forme concrète à l'intérieur du mouvement syndical par la formation de noyaux communistes surgissant spontanément dans tous les syndicats allemands. Le pessimisme provoqué par l'attitude de la bureaucratie syndicale se concrétisa dans le mot d'ordre contraire aux intérêts de la classe ouvrière et de la révolution sociale : « Destruction des syndicats! ». En dehors

de l'opposition au sein des vieux syndicats, il y a en outre quelques groupements indépendants : « Union ouvrière libre de Gelsenkirchen », « Union générale ouvrière », « Union syndicaliste », dont chacune ne s'occupe que de sa vie intérieure au lieu d'unir leurs efforts contre les capitalistes et leurs agents syndicaux. A ces groupements s'en ajoutent d'autres, exclus par la bureaucratie syndicale effrayée de la croissance des noyaux communistes. Non seulement les militants isolés, mais des sections entières ont été chassées, parce que communistes, des organisations syndicales.

23. En Angleterre, aussitôt après la guerre, les syndicats ont entamé une lutte acharnée pour l'amélioration des conditions du travail et pour la consolidation des positions acquises. Les grèves formidables des mineurs ainsi que celles d'ouvriers appartenant à d'autres branches d'industrie prouvent la force et la ténacité du prolétariat anglais dans la lutte. La période d'après-guerre a montré toute la force des liens qui rattachent une partie des leaders syndicaux anglais à l'Etat bourgeois. Chaque grève, chaque conflit important se sont heurtés à une résistance à l'intérieur des organisations intéressées d'abord et à celle d'autres organisations syndicales ensuite. Ces quelques particularités, outre le développement certain des idées révolutionnaires qui ne sont pourtant pas assez nettes, sont les traits les plus caractéristiques du mouvement syndical anglais qui, comparativement à la période d'avant-guerre, a fait un énorme pas en avant.

24. Les comités de fabrique et d'usine surgis spontanément pendant la guerre et qui ont eu une grande influence en 1917 et 1918, ont perdu de leur ancienne importance, bien que les idées et les courants révolutionnaires se soient considérablement accrues au sein du prolétariat anglais. La faiblesse des éléments d'opposition en Angleterre s'explique par le fait qu'ils n'ont pas coordonné leur travail dans les masses. L'union de tous ces éléments révolutionnaires peut s'effectuer par l'élargissement et l'approfondissement de l'activité des comités ouvriers. Il ne faut pas que les meilleurs militants quittent les organisations, où ils sont en contact avec la masse, pour créer de nouveaux groupements en dehors des syndicats. Il est indispensable, au contraire, que les éléments les plus conscients, les plus révolutionnaires et les plus actifs travaillent dans les masses : dans les fabriques, dans les entreprises, dans tous les groupes syndicaux du haut en bas de l'échelle, en cherchant à s'emparer des postes en vue dans le mouvement syndical. Il n'y a que cette action systématique et ferme qui puisse donner des résultats efficaces et sérieux dans un pays où le mouvement syndical est très développé, quoique pénétré de vieilles traditions conservatrices, comme c'est le cas pour le mouvement syndical anglais.

25. En Amérique, comme nulle part ailleurs, les syndicats et leurs dirigeants jouent le rôle d'agents directs du capital. Pour Gompers et sa clique, qui sont à la tête de la Fédération Américaine du Travail, l'Internationale d'Amsterdam même est trop révolutionnaire et ils trouvent qu'il ne leur est pas possible d'en faire partie. La Fédération Américaine du Travail met tous ses espoirs en la justice bourgeoise et ne veut rien entendre en ce qui concerne la possibilité de la lutte pour un nouveau régime. C'est un exemple classique des plus typiques et allant très loin que cette fusion des dirigeants de la classe ouvrière avec l'Etat bourgeois. Cette dépendance de la bourgeoisie et des milliardaires américains se trouve être la cause principale qui incite les Gompers à revendiquer si bruyamment l'autonomie et l'indépendance de leur mouvement syndical. La Fédération Américaine est le meilleur soutien de la bourgeoisie dans l'œuvre d'écrasement du mouvement révolutionnaire; cependant elle aussi est entraînée dans la lutte, sa fidélité n'étant pas suffisante à la bourgeoisie qui cherche à en tirer des avantages encore plus considérables que ceux qu'elle en a tiré jusqu'à présent. Mais si la Fédération Américaine du Travail elle-même n'entre pas encore dans la lutte, des groupes séparés, des organisations qui lui sont affiliées entrent de plus en plus en conflit avec l'appareil de l'Etat et avec le capital. Ces organisations abandonnent déjà les principes qui sont à la base de la Fédération Américaine du Travail, sans toutefois quitter cette organisation.

26. L'organisation indépendante des Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) qui existe en Amérique, est encore trop faible pour remplacer les vieux syndicats. L'I. W. W. a des préjugés purement anarchistes contre la politique et la lutte politique, et dans la question cardinale de la dictature du prolétariat, elle est divisée en deux camps. Les syndicats indépendants qui existent à côté de ces deux organisations sont formellement indépendantes de la F. A. T., mais la plupart d'entre eux dépendent largement de toute l'idéologie et de la pratique de ses dirigeants contre-révolutionnaires. La tâche de former des groupes révolutionnaires dans le sein de la F. A. T. et des syndicats indépendants se présente devant nous dans toute son acuité. Il n'y a point d'autres moyens pour conquérir les masses ouvrières en Amérique que la lutte systématique au sein même des syndicats.

27. En Italie nous avons une situation tout à fait particulière. La grande majorité du prolétariat italien a adopté le point de vue de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat. Le noyau dirigeant de la C. G. T. italienne a de la méfiance pour les méthodes de lutte révolutionnaires, et il est beaucoup plus près par la théorie et la pratique du socialisme réformiste que du socialisme révolutionnaire. Parallèlement à la C. G. T.

existent des organisations ouvrières à tendances syndicalistes et des syndicats indépendants qui, à l'encontre des syndicats indépendants d'Amérique, sont pénétrés d'un esprit communiste révolutionnaire. En pratique, dans leur activité, ils adoptent la plate-forme de l'Internationale Communiste et du Conseil International des Syndicats révolutionnaires.

28. Dans les autres pays d'Europe et d'Amérique, le mouvement syndical subit un changement radical. Une sérieuse opposition des minorités s'est formée dans les syndicats de plusieurs pays (Tchéco-Slovaquie, Pologne, etc.); dans d'autres pays (Bulgarie, Yougoslavie, Norvège, etc.) la majorité appartient aux partisans de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. Cette situation spécifique du mouvement syndical dans tous les pays indique toute l'étendue du changement qui s'est produit dans les masses ouvrières. Les leçons de la guerre et de la révolution russe n'ont pas été vaines. Le nouvel esprit révolutionnaire qui anime les syndicats est le résultat de la marche objective des choses. La tâche des dirigeants des syndicats rouges est de faciliter le processus de cristallisation de cette nouvelle conscience révolutionnaire et d'engager le mouvement révolutionnaire spontané croissant dans la voie de la lutte décisive contre la bourgeoisie pour la dictature du prolétariat.

V. La neutralité, l'indépendance et le socialisme

29. Le socialisme est déjà sorti du cadre étroit des discussions théoriques abstraites et s'est posé devant la classe ouvrière comme une tâche pratique à résoudre. Chaque organisation ouvrière doit aussi prendre une position définie au sujet de ce problème. Les tentatives de laisser sans réponse ces exigences de classe impérieuses ne font que transformer les organisations ouvrières en spectateurs passifs de la lutte engagée, c'est-à-dire en soutien de notre classe ennemie. Chaque syndicat doit définir avec qui il veut marcher : avec le socialisme réformiste ou avec le socialisme révolutionnaire, c'est-à-dire avec le communisme. C'est de là que découle toute l'erreur des idées de neutralité et d'indépendance.

30. Le but des syndicats révolutionnaires c'est le renversement du capitalisme et l'organisation du régime socialiste, c'est aussi le but qui se pose devant le parti révolutionnaire du prolétariat, le parti communiste. Autant que le but et les méthodes de lutte sont les mêmes pour les organisations politiques et économiques du prolétariat, ces organisations ne peuvent exister parallèlement sans se rencontrer dans leur lutte; la lutte qu'elles mènent est forcément la même. Il leur est impossible de mener une campagne quelconque sans se lier étroitement et sans se

soutenir réciproquement. Les actions isolées sont vouées d'avance à l'insuccès et à la défaite.

31. Aussi les socialistes révolutionnaires étaient-ils toujours hostiles à l'idée de neutralité des syndicats et d'indépendance de prolétariat révolutionnaire, sachant bien que sous le drapeau de neutralité et d'indépendance à l'égard du socialisme révolutionnaire se cachait l'idée purement bourgeoise et réformiste qui consiste à isoler la lutte économique du prolétariat de sa lutte politique dans le but d'affaiblir et de démoraliser les masses ouvrières. La neutralité et l'indépendance des syndicats à l'égard du socialisme révolutionnaire étaient et restent toujours la devise de la partie arriérée du mouvement professionnel dans tous les pays. Dans tous les pays, au cours de ces dernières années, plus les leaders des syndicats se faisaient les champions de l'indépendance des syndicats à l'égard de l'Internationale Communiste, plus étroitement ils étaient liés avec la Société des Nations et plus ils dépendaient de la bourgeoisie de leurs pays respectifs. Ainsi l'idée de l'indépendance du mouvement syndical doit être énergiquement et résolument rejetée.

32. La tâche des syndicats consiste, pour une part, dans la lutte qu'ils doivent mener contre l'idéologie du neutralisme qui n'apporte que l'impuissance et la décomposition dans les organisations ouvrières.

A mesure que le syndicat se mêle au développement de la lutte sociale, lutte contre le capitalisme et sa domination, il perd ses préjugés sur la neutralité et l'indépendance à l'égard du communisme. L'unité d'action des syndicats révolutionnaires et du Parti Communiste sur le terrain de la lutte pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat, c'est là une tâche impérieuse de l'époque que nous traversons; cette unité d'action nous présente la meilleure réfutation pratique de la théorie pure de neutralité, d'indépendance, vieille théorie qui ne fut jamais appliquée.

33. Dans les conditions actuelles, toute lutte économique se transforme inévitablement en lutte politique. La lutte elle-même, dans ces conditions, si peu nombreuses que soient les couches ouvrières qui y participent, peut être vraiment révolutionnaire et être menée au plus grand avantage de la classe ouvrière tout entière à condition toutefois que les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main dans la collaboration la plus étroite et dans l'union la plus complète avec le parti communiste de leur pays. La théorie et la pratique de la division de la lutte de la classe ouvrière en deux parties indépendantes et isolées est extrêmement nuisible surtout au moment révolutionnaire actuel. Chaque engagement dans la lutte demande le maximum de concentration des forces, exige la plus grande tension de toute

l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous ses éléments communistes et révolutionnaires. Les luttes que le Parti Communiste et les Syndicats révolutionnaires rouges mènent séparément sont condamnées d'avance à l'insuccès et à la défaite. C'est pour cette raison que l'unité d'action, la liaison organique entre les Partis Communistes et les Syndicats sont des conditions préliminaires du succès dans la lutte contre le capitalisme.

VI. L'Internationale d'Amsterdam

34. La politique de guerre des syndicats contre les intérêts de la classe ouvrière des pays belligérants fut la cause de la destruction de tous les liens internationaux qui avaient existé jusqu'alors, du Secrétariat International à la tête duquel se trouvait Legien, aussi bien que de toutes les fédérations internationales de syndicats (du textile, des métallurgistes, etc.) qui s'étaient divisées, suivant leurs pays, en partisans de l'Entente ou en partisans des Empires Centraux.

35. Les désastres de la guerre, l'aggravation des antagonismes sociaux, l'incertitude du lendemain, le chômage toujours croissant et la déception profonde causée par les résultats de la guerre, contribuèrent puissamment à amener dans le sein des syndicats de larges masses ouvrières. La guerre avait soulevé des couches ouvrières nouvelles, avait éveillé en elles l'inquiétude, leur avait enlevé la croyance dans leurs propres forces individuelles et avait fait réfléchir l'ouvrier le plus arriéré sur les causes et les conséquences de la catastrophe traversée par l'humanité. Et, par suite, dans les masses ouvrières de tous les pays divisées par la guerre en tronçons nationaux, se réveillèrent avec une force nouvelle les sentiments — étouffés pendant les années de guerre — de solidarité internationale, le besoin de rétablir les liens internationaux; même dans les couches les plus arriérées de la classe ouvrière on en sentait instinctivement la nécessité.

36. D'où la tendance des leaders compromis du mouvement syndical à prendre l'initiative du rétablissement de l'Internationale et de se mettre à sa tête. Après avoir fait (à Leeds, en 1916) une tentative de créer une Internationale Syndicale interalliée, les leaders du mouvement syndical de l'Entente, aussitôt la guerre finie, inaugurèrent le « rétablissement » des liens internationaux par la participation aux travaux de certaines commissions pour l'élaboration de clauses supplémentaires au traité de Versailles et étendirent ainsi, sur un plan international, le travail de trahison qu'ils avaient achevé dans les limites de leur patrie bourgeoise.

37. La victoire de la « démocratie » dans la boucherie internationale fut marquée par la création auprès de la Ligue des Nations d'un Bureau International du Travail qui apparaît comme la plus haute réalisation de l'idée du développement pacifique et de la collaboration des classes. Ce Bureau, composé de six leaders ouvriers, de six patrons et de douze représentants des gouvernements bourgeois, a pour but non seulement d'étudier le mouvement social, mais de le ramener dans la voie du développement pacifique et de la solution, à l'amiable, des conflits entre le travail et le capital.

38. A Berne (février 1919) et à Amsterdam (juillet 1919) fut officiellement rétablie l'Internationale des Syndicats, qui ne fait que continuer la politique nationale sur un plan international. La nouvelle Internationale a débuté par l'adhésion au Bureau International du Travail et par la dévotion de ses leaders à l'impérialisme mondial. Son programme est : « Développement pacifique, collaboration des classes, réalisation lente et progressive du socialisme, peur mortelle et haine du mouvement révolutionnaire des masses. »

39. Une telle trahison de la part de ceux qui, pendant de longues années, vendaient en gros et en détail les ouvriers de leurs pays, était naturelle et logique, mais elle était contraire aux intérêts profonds du prolétariat exténué, et nous voyons, simultanément avec la création de ce rempart international de la bourgeoisie dans tous les pays monter et s'élargir l'opposition contre cette tendance impérialiste. Cette opposition, rendue plus violente par la lutte socialiste croissante, n'avait pas eu d'abord de Centre d'organisation international. Un tel Centre fut créé en juillet 1920, sur l'initiative du Conseil Central Panrusse des Syndicats, sous la forme du Conseil International des Syndicats. L'établissement de ce Centre du mouvement syndical servit de point de départ à une lutte ardente au sein du mouvement syndical mondial sous le mot d'ordre : « Moscou ou Amsterdam ». Au fur et à mesure de l'aggravation de la crise économique, le manque de confiance du prolétariat dans la possibilité du mouvement pacifique s'accroît, et la décomposition à l'intérieur des vieilles organisations s'étend.

40. Le fait même de la création de l'Internationale Rouge des Syndicats contribuera puissamment à l'accroissement continu du nombre de partisans de cette Internationale. Les groupements qui se forment dans le mouvement syndical international d'un côté, et la décomposition de l'Internationale d'Amsterdam de l'autre, posent devant les syndicats révolutionnaires de tous les pays, la question des méthodes à employer et des moyens d'unification des forces ouvrières d'une part, et d'autre part des formes de l'offensive à employer contre le capital

international et contre les leaders jaunes de l'Internationale d'Amsterdam.

VII. Méthodes de lutte

41. Les éléments conscients des syndicats révolutionnaires ne pourront s'emparer de la direction des syndicats qu'à la condition de ne point se détacher des masses et de tenir compte de leurs revendications journalières. Le travail doit avoir pour base les conflits actuels qui touchent profondément les masses. Le dédain à l'égard de la lutte de tous les jours, à l'égard des intérêts purement matériels des syndiqués, pourrait creuser un abîme infranchissable entre l'avant-garde et le gros de l'armée prolétarienne. Aussi le tact nécessaire dans la lutte de tous les jours, l'habileté de manœuvres capable de rapprocher la lutte suprême, la capacité d'établir un lien entre la lutte de tous les jours et celle du mouvement syndical en entier pour la dictature du prolétariat, sont des questions capitales dans la tactique syndicale.

42. La lutte économique doit servir à étendre notre influence. Les questions de salaires, de tarifs, d'assurances ouvrières, d'assurances sociales, de chômage, de main-d'œuvre féminine et enfantine, d'hygiène des entreprises, de disette d'habitation, etc..., de même que les questions d'impôts, de mobilisation, de politique coloniale et financière, doivent être utilisées dans un but d'affermissement des organisations ainsi que dans celui d'éducation du socialiste militant. Les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge ne doivent, en aucun cas, rester en dehors des organisations existantes. Le problème, au contraire, est d'exercer une action suivie et tenace à l'intérieur des syndicats, et de donner aux masses ouvrières l'exemple de l'esprit révolutionnaire, de l'abnégation et du communisme.

Il est nécessaire de mener une propagande énergique et systématique parmi les ouvriers des fabriques, des usines et des entreprises et de les gagner à l'I. S. R.

Cette même question : pour ou contre Moscou, doit être posée dans les syndicats réformistes, et dans ce but, les partisans de l'I. S. R. doivent utiliser toutes les réunions syndicales, les Congrès et les Conférences, en opposant, dans le travail et dans la lutte pratique, le socialisme révolutionnaire au réformisme et au collaborationnisme.

43. Nous ne pourrions conquérir les masses, et, par suite, les syndicats, qu'à la condition de nous trouver au premier rang des masses ouvrières dans la lutte pour les revendications journalières. Cela ne veut pas dire qu'on doit recourir constamment à l'offensive, comme si celle-ci était nécessaire dans n'importe quel conflit.

Un partisan de l'Internationale Syndicale Rouge doit, non seulement être animé d'esprit révolutionnaire, mais il doit aussi être irréprochable du point de vue de la discipline et du sang-froid. Ce qui peut assurer la victoire, c'est la préparation intelligente, systématique et tenace de chaque action; la promptitude et la ténacité sont des qualités qu'on acquiert par l'étude patiente de la situation et des conditions extérieures, par la parfaite connaissance des forces dont dispose l'ennemi. Dans la lutte de classe, comme dans la guerre, la défensive est aussi importante que l'offensive. Dans l'attaque comme dans la défense, il faut tenir compte des sympathies des masses prolétariennes et des forces sociales et politiques en présence.

VIII. Programme d'action

44. En se basant sur les principes exposés ci-dessus, sur la situation internationale du mouvement syndical, sur la crise économique, sur l'intensification de la lutte de classe, sur le nombre toujours grandissant des conflits sociaux et enfin sur l'impérieuse nécessité de préparer les syndicats à la révolution sociale et à la dictature du prolétariat, le premier Congrès International des syndicats rouges accepte le programme d'action suivant.

45. La base de la tactique syndicale est la reconnaissance de la nécessité de l'action directe des organisations ouvrières. Toutes les conquêtes ouvrières dépendent de l'intensité de la pression révolutionnaire des masses. Par action directe, on entend toutes les formes de mouvement des masses comme par exemple le boycottage, les grèves, les démonstrations de rue, la mainmise sur les entreprises, la résistance armée et d'autres mouvements révolutionnaires capables d'unir plus étroitement la classe ouvrière dans sa lutte contre le capitalisme. C'est pourquoi la tâche des syndicats révolutionnaires sera d'exploiter toutes les formes de la lutte, de façon qu'elle puisse servir à l'éducation et à la préparation réelle des masses révolutionnaires en vue des futurs combats de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

46. Ces dernières années de lutte ont montré avec une évidence particulière toute la faiblesse des syndicats étroitement professionnels. L'adhésion simultanée des ouvriers d'une même entreprise à plusieurs syndicats les affaiblit pendant la lutte. Il faut passer — et ce doit être là le point initial d'une lutte incessante — de l'organisation purement professionnelle par métiers, à l'organisation par industrie. « Tous les ouvriers d'une même entreprise doivent faire partie du même syndicat », telle doit être la devise dans le domaine de l'œuvre d'organisation. Il faut tendre à la fusion des syndicats similaires en posant la question

directement devant les syndiqués, en portant ensuite le débat aux conférences locales et régionales et aux congrès nationaux.

47. Chaque fabrique, chaque usine, doit devenir le bastion, la forteresse de la Révolution. L'ancienne forme de liaison entre les syndiqués et leur syndicat (collecteurs, représentants, hommes et femmes de confiance, etc.) ne suffit plus; il faut tâcher de construire le syndicat sur la base de comités de fabriques et d'usines; ceux-ci doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise, à quelque syndicat qu'ils appartiennent, quelles que soient les convictions politiques qu'ils professent. La tâche des partisans de l'Internationale Rouge des Syndicats est d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif. Les tentatives de faire élire les comités de fabriques et d'usines par les seuls camarades de tendance aboutissent à rejeter les larges masses « sans partis »; ces tentatives doivent être catégoriquement condamnées. Ce serait là un noyau et non un comité de fabrique. La partie révolutionnaire doit réagir et influencer, par l'intermédiaire des noyaux, des comités d'action et de ses simples membres, sur l'assemblée générale et sur le comité de fabrique élu.

48. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabriques et d'usines — est l'entretien aux frais des entrepreneurs d'une même industrie, des ouvriers congédiés par suite du chômage. On ne doit tolérer en aucun cas que les ouvriers soient jetés dans la rue sans que l'usine s'occupe d'eux. Les patrons doivent verser à ces chômeurs leur salaire complet; c'est sur cette revendication comme pivot qu'il faut organiser, non seulement les chômeurs, mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre des rapports capitalistes, que le meilleur remède contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

49. La fermeture des entreprises et la diminution du nombre des jours de travail est actuellement l'instrument principal employé par la bourgeoisie pour forcer les ouvriers à accepter la réduction des salaires, la journée de travail plus longue, à signer des contrats collectifs. Le lock-out prend des formes accentuées d'action directe des patrons réunis contre les masses ouvrières organisées, ainsi la lutte doit-elle être dirigée contre la fermeture des entreprises; les ouvriers doivent se livrer à une enquête sur les causes de cette fermeture. On doit créer dans ce but des commissions spéciales de contrôle sur les matières premières, le combustible, les commandes, de vérification effective de la quantité disponible de matières premières, de matériaux nécessaires à la production, et des ressources financières déposées dans les banques. Les Commissions de contrôle spécialement

élues doivent étudier de la façon la plus attentive les rapports financiers entre l'entreprise en question et les autres entreprises, l'abolition du secret commercial devant être proposé aux ouvriers comme une tâche pratique.

50. Un des moyens de lutte contre la fermeture en masse des entreprises dans un but de diminution des salaires et d'aggravation des conditions du travail, peut être l'occupation de la fabrique ou de l'usine et la continuation de la production en dépit du patron.

En présence de la disette actuelle de produits manufacturés, il est particulièrement important d'empêcher tout arrêt dans la production; aussi les ouvriers ne doivent-ils pas tolérer une fermeture préméditée des fabriques et des usines. Suivant les conditions locales, les conditions de la production, la situation politique, l'intensité de la lutte sociale, la mainmise sur les entreprises peut et doit être accompagnée encore d'autres méthodes d'action sur le capital. La gestion de l'entreprise doit être remise entre les mains du comité de fabrique ou d'usine et du représentant spécialement désigné par le syndicat.

51. La lutte économique doit être livrée sous le mot d'ordre de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions du travail et de la défense des intérêts vitaux des ouvriers. L'épuisement éprouvé par la classe ouvrière au cours de la guerre doit trouver maintenant sa compensation sous forme d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions du travail. Les allégations des capitalistes qui mettent en cause la concurrence étrangère ne doivent aucunement être prises en considération : les syndicats révolutionnaires de classe ne doivent pas aborder les questions des salaires et des conditions du travail du point de vue de la concurrence entre les profiteurs des différentes nations; ils doivent se placer au point de vue de la protection de l'énergie ouvrière.

52. Depuis que la guerre a pris fin, les entrepreneurs se servent de tous les moyens possibles pour provoquer la division dans les syndicats; ils ont pleinement exploité le travail de la femme pendant la guerre et ils tâchent à présent de continuer cette exploitation de force ouvrière à bon marché pour baisser le salaire de l'homme. Au lieu de lutter contre le patron, les ouvriers de certains pays préconisent le principe de l'éloignement des femmes de la production et leur exclusion des syndicats. Cette ligne de conduite doit être rigoureusement combattue par les Syndicats Rouges. Les syndicats révolutionnaires doivent lutter pour l'égalité des conditions du travail de l'homme et de la femme et pour l'égalité de salaire pour le même travail.

53. En cas d'une tactique de réduction des heures de travail en coïncidence avec une crise économique dans le pays, le de-

voir des syndicats révolutionnaires est de ne pas permettre une réduction successive des salaires dans chaque industrie, de ne pas se laisser battre par détachements séparés. Dès le début, il faut entraîner dans la lutte les ouvriers des établissements d'utilité publique (mineurs, cheminots, électriciens, ouvriers du gaz, etc.) pour que la lutte contre l'offensive du capital touche, dès le début, les centres nerveux de l'organisme économique. Ici toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale s'étendant à quelque grosse industrie sur un plan national.

Les syndicats doivent suivre avec attention la situation mondiale pour choisir le moment le plus propice à leur offensive économique; ils ne doivent pas oublier une seule minute ce fait qu'une action internationale ne sera possible que si des Syndicats révolutionnaires existent, syndicats qui ne doivent avoir rien de commun avec l'Internationale jaune d'Amsterdam.

54. La foi dans la valeur absolue des contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays, doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'un armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux à l'égard des contrats collectifs témoigne de la profonde pénétration de l'iréologie bourgeoise dans les têtes des chefs de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ne renoncent pas aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative, ils doivent se placer nettement en face de la question des méthodes de rupture de ces contrats toutes les fois que cela est avantageux à la classe ouvrière.

55. La lutte des organisations ouvrières contre le patron individuel et collectif doit s'adapter aux conditions nationales et locales, elle doit utiliser toute l'expérience de la lutte libératrice de la classe ouvrière. Aussi toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée, mais les ouvriers doivent, dès son début, former des cadres spéciaux pour la lutte contre les briseurs de grève et contre l'offensive provocatrice des organisations jaunes ou blanches, appuyées par les Etats bourgeois. Les « fascistes » en Italie, les « Sipo » en Allemagne, les « Unions Civiques », formées d'anciens officiers et sous-officiers en France et en Angleterre, toutes ces organisations ont pour but la désorganisation, la défaite de toute action ouvrière, une défaite qui se réduirait non pas à un simple remplacement des grévistes, mais à la débâcle matérielle de leur organisation et au massacre des chefs du mouvement des masses ouvrières. Dans ces conditions, l'organisation de bataillons de grèves spéciaux, de détachements

spéciaux de défense ouvrière, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

56. Les organisations de combat ainsi créées ne doivent pas se borner à la lutte contre les organisations des patrons et des briseurs de grèves, elles doivent se charger d'arrêter l'envoi de tous les colis et marchandises expédiés à destination de l'usine en grève par d'autres entreprises et s'opposer au transfert des commandes à d'autres usines et d'autres entreprises. Les syndicats d'ouvriers des transports sont appelés à jouer, sous ce rapport, un rôle particulièrement important; il leur incombe la tâche d'enrayer le transport des marchandises, ce qui ne saurait être réalisé sans l'aide unanime de tous les ouvriers de la région.

57. Toute la lutte économique de la classe ouvrière au cours de la période qui vient, doit se concentrer autour du mot d'ordre de contrôle sur la production, ce contrôle devant être réalisé sans attendre que le gouvernement ou les classes dominantes aient inventé quelque succédané de contrôle. Il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes de créer des commissions paritaires de contrôle, le contrôle sur la production devant être réalisé par simple affirmation de la volonté ouvrière : alors seulement il donnera des résultats déterminés. Les syndicats révolutionnaires doivent combattre résolument contre l'escroquerie exercée au moyen de la socialisation par des chefs des vieux syndicats avec le concours des classes dominantes. Tout le verbiage de ces messieurs concernant la socialisation paisible, poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale.

58. Pour distraire l'attention des ouvriers de leurs tâches immédiates et éveiller en eux des vellétés petites-bourgeoises, on met en avant l'idée de participation des ouvriers aux bénéfices, c'est-à-dire de la restitution aux ouvriers d'une faible partie de la plus-value créée par eux; cette soi-disant générosité patronale doit recevoir une critique sévère et implacable. « Pas de participation aux bénéfices, mais la destruction des bénéfices capitalistes », tel est le mot d'ordre des syndicats de classe révolutionnaires.

59. Dans le but de briser la force combative de la classe ouvrière, les états bourgeois, sous prétexte de défendre les intérêts vitaux de la nation, militarisent certaines entreprises et même des branches entières de la production. Sous prétexte de prévenir, autant que possible, les crises économiques, ils ont constitué pour la défense du capital des tribunaux d'arbitrage obligatoire ou des commissions de conciliation, pour arranger les conflits. C'est aussi dans les intérêts du capital que l'impôt sur le salaire a été introduit dans certains pays, afin de rejeter

le poids de la guerre sur la classe ouvrière. Il est à remarquer que les percepteurs de l'impôt sont les entrepreneurs eux-mêmes.

Les syndicats doivent mener une lutte acharnée contre ces mesures particulières, qui ne servent que les intérêts de la classe capitaliste.

60. Les syndicats révolutionnaires qui luttent pour l'amélioration des conditions de travail, l'élévation du niveau de vie des masses, l'établissement du contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que dans le cadre des rapports capitalistes tous ces problèmes ne sauraient être résolus; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seuls, le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat, sont capables de résoudre la question sociale. Aussi, pas une action partielle, pas une grève partielle, ni le moindre conflit ne doivent passer sans laisser de trace à ce point de vue. Les syndicats révolutionnaires doivent généraliser ces conflits en élevant constamment la mentalité des simples ouvriers à la nécessité et à l'inéluctabilité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

Contrôle ouvrier

(Rapporteur : Tsiperovitch)

L'analyse de la vie économique présente montre, d'une façon incontestable, que les ressources matérielles et les forces productives de la société sont en contradiction aiguë et insoluble avec l'organisation actuelle de la production. Pendant la guerre mondiale, cette contradiction devint évidente pour les couches avancées du prolétariat. La crise mondiale qui aussitôt après la guerre atteignit sans distinction vainqueurs, vaincus et pays neutres, démontra cette évidence aux grandes masses prolétariennes.

La guerre, qui a pris un caractère ininterrompu malgré le traité de Versailles; la crise devenue générale et chronique, malgré les besoins énormes de régénération de l'industrie, ont posé devant les travailleurs du monde entier, le problème de leur existence future. Dès les premières tentatives faites pour résoudre ce problème, il devint très clair que la contradiction sus-indiquée a en ce moment atteint le degré, où la bourgeoisie, comme classe dirigeante, joue en réalité un rôle de désorganisatrice de la production, c'est-à-dire entrave son développement et lui crée des obstacles.

La classe ouvrière fut la première à sentir d'une façon très aiguë l'impossibilité de subir cette contradiction parce que, beaucoup plus que les autres couches sociales, elle est liée à la production dans les centres industriels importants, fabriques et usines, et aussi parce que cet état de choses amène avant tout le massacre en masse des ouvriers à la guerre ou leur mort en masse, par la famine, pendant le chômage.

Voilà pourquoi le besoin de faire ressortir le rôle de la bourgeoisie dans l'organisation actuelle de la production, le besoin de voir comment elle s'acquitte de cette tâche, prend naissance au sein de la classe ouvrière. Il en résulte la tendance de passer à la pratique de la réorganisation de tout le système de production, en se basant sur les intérêts des travailleurs eux-mêmes. Cette tendance est en fait le prologue du dénouement de la contradiction indiquée par la voie violente de la révolution sociale et pose la question du contrôle ouvrier sur la production.

II. Cette forme embryonnaire du contrôle se révèle dans les tentatives partielles des ouvriers d'installer une surveillance du travail, du ravitaillement, de l'état des moyens de production et d'éclaircir dans quelle mesure la fermeture des entreprises, ou la restriction de la production sont provoquées par la juste nécessité et non par la mauvaise volonté des employeurs, etc.

Cependant, en pratique, les ouvriers constatent très vite que le contrôle passif est insuffisant pour empêcher les capitalistes de désorganiser le travail des entreprises dans leur intérêt de classe.

Le procédé moderne des capitalistes de tous les pays, qui consiste à passer au système artificiel de la restriction en masse du travail par diminution du nombre des journées ouvrables (short-time), fermeture complète des entreprises, liquidation, lock-out, etc., rend évidente l'insuffisance de cette forme de contrôle. De même sont insuffisantes les tentatives séparées des ouvriers de différentes entreprises de continuer le travail à tout prix, même contre la volonté des entrepreneurs. Cependant, dans de pareilles tentatives (qui eurent lieu en Russie après la révolution de février et dernièrement en Italie, en Allemagne, en Angleterre et autres pays), se révèle nettement le trait caractéristique de la nouvelle position de la classe ouvrière dans la production. De force passive, exploitée, évaluée au même taux que la machine, ou même que son accessoire, la classe ouvrière se transforme en organisatrice de la production, en héritier direct de la bourgeoisie, qui actuellement agit comme désorganisatrice de la production dans son intérêt de classe.

III. Ce changement brusque dans l'état d'esprit et dans les aspirations des masses ouvrières, portera un coup irrémédiable

au mouvement syndical de l'ancien type, qui se bornait à la lutte pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière dans les cadres du régime capitaliste.

Les vieux syndicats, liés par leur bureaucratie à l'appareil capitaliste et dépendant entièrement de celui-ci, sont absolument incapables de comprendre les nouvelles tâches de production qui se posent devant la classe ouvrière et encore moins de les réaliser pratiquement.

Voilà pourquoi on voit à l'heure actuelle de nouvelles organisations ouvrières surgir avec une force exceptionnelle et impérieuse et qui usent encore, dans la lutte révolutionnaire, de la vieille arme syndicale qu'est la grève mais qui, en même temps, cherchent à s'emparer de la production.

L'activité des Comités de fabrique et d'usine se révèle déjà, non seulement dans la lutte par la grève, mais par la prise en mains des différentes fonctions des employeurs, surtout dans le domaine de l'approvisionnement des entreprises en matières premières, combustibles, ressources financières, ou encore par l'occupation totale des entreprises sabotées, soumises aux lock-out ou abandonnées par les entrepreneurs.

Voilà pourquoi, déjà dans cette phase du contrôle ouvrier, la bourgeoisie et les leaders du vieux mouvement syndical font des tentatives désespérées pour substituer au contrôle ouvrier la soi-disant bureaucratie industrielle par le jeu de commissions paritaires, en intéressant les ouvriers dans les bénéfices, et par d'autres procédés démocratiques, dont la base est la théorie bourgeoise de « l'égalité » du travail et du capital — avec la conservation par la bourgeoisie de la mainmise sur les moyens de production. Cette idée d'égalité, très cultivée par les trade unionistes en Angleterre, qui a reçu sa consécration au 10^{me} Congrès des syndicats (1919) en Allemagne, et qui domine encore dans la C. G. T. française est, en fait, une tentative de tromper les masses ouvrières en dénaturant le contrôle révolutionnaire, en les détournant de leurs tâches immédiates et en dirigeant leur attention vers les vieilles idées bourgeoises de l'Internationale jaune des syndicats.

• IV. La tentative des leaders jaunes des syndicats d'opposer au contrôle ouvrier révolutionnaire le principe du contrôle de l'Etat, principe fortement soutenu par la bourgeoisie qui utilise habilement le principe de la pseudo-socialisation dans ses intérêts de classe, a la même signification. En même temps on voit, d'une manière préméditée, ce fait que la transmission de la propriété sur les moyens de production à l'Etat ne signifie pas du tout son transfert à toute la population, mais seulement le passage de la production, du contrôle et de la direction, des mains d'un groupe particulier de représentants de la classe diri-

geante, aux mains de cette classe entière. La théorie du contrôle de l'Etat suppose des organes administratifs de gestion de la production, composés de représentants des ouvriers et de l'Etat, ou bien des ouvriers, des patrons et de l'Etat. En ce cas, les représentants de l'Etat sont envisagés comme agissant au nom de toute la population, tandis que les représentants des ouvriers comme agissant au nom d'un groupe ou d'une classe. De là ressort la fausseté essentielle du principe de représentation démocratique sur la base de parité absolument inacceptable pour le contrôle ouvrier révolutionnaire, qui est basé sur la négation de l'Etat moderne comme étant un instrument entre les mains de la bourgeoisie et lui oppose l'Etat prolétarien, qui reflète les véritables intérêts de tous les travailleurs.

Le contrôle ouvrier ne peut accepter la nationalisation bourgeoise ou le transfert de la production entre les mains de l'Etat bourgeois. Toutes les tentatives faites en vue d'une telle conciliation amènent inévitablement à ce que la bourgeoisie, tout en conservant effectivement le pouvoir dans la direction de la production, rejette pourtant toute la responsabilité de son état sur la classe ouvrière. D'autre part, de telles tentatives de concilier ce qui n'est pas conciliable peuvent facilement amener la décomposition des nouveaux noyaux révolutionnaires du mouvement syndical dans les usines et les fabriques, ce qui est surtout dangereux vu la tendance de la bureaucratie syndicale à utiliser le manque de coordination actuelle de l'action de ces noyaux, et les soumettre à son influence dépravant.

V. D'autre part, l'idée soi-disant révolutionnaire, largement répandue parmi les ouvriers de divers pays, que la classe ouvrière peut obtenir des résultats considérables au sujet du contrôle de la production tant que le pouvoir capitaliste n'est pas renversé, n'est pas moins dangereuse pour le prolétariat.

La triste expérience du contrôle ouvrier italien, brisé par les leaders opportunistes du prolétariat, a donné des preuves assez probantes pour que le mouvement révolutionnaire ouvrier se garde de la répéter dans d'autres pays.

Il est surtout important de ne pas oublier ce fait que la réalisation du contrôle ouvrier dans une forme complète n'est possible que dans le cas où il embrasse non seulement le côté technique de la production, mais encore — fait plus grave — son côté financier.

Ce n'est qu'avec la réalisation complète du contrôle financier que les ouvriers verront nettement les ressorts fondamentaux de tout le système capitaliste. Par le contrôle financier les ouvriers voient, pour la première fois, la dépendance de leurs entreprises des consortiums financiers et des banques non seulement nationaux mais internationaux. La divulgation des secrets commerciaux, industriels et financiers fournit surtout aux ou-

vriers un tableau très net de la source première du sabotage universel auquel se livre la bourgeoisie, leur découvre les leviers du système de lock-out, de réduction du temps de travail (short time) et autres procédés, ayant en vue d'amener la diminution des salaires, l'augmentation des heures de travail, la destruction des organisations ouvrières, etc., par les moyens du chômage artificiel.

VI. Voilà pourquoi la lutte autour du contrôle financier amène la classe ouvrière à un choc immédiat et décisif avec la bourgeoisie dont le pouvoir politique repose, dans une certaine mesure, sur la conservation de sa force financière. Dans ce cas, la lutte prend inévitablement un caractère politique très net et exige une direction politique.

Les cas toujours plus fréquents de la mainmise des ouvriers sur les entreprises et l'impossibilité de les faire fonctionner sans être maîtres du système financier, posent devant la classe ouvrière une tâche très nette : s'emparer du système financier et, par lui, de l'industrie tout entière.

Dans cette phase du contrôle ouvrier, la contradiction indiquée dans le paragraphe I trouve sa solution dans la lutte pour le pouvoir entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire dans la révolution sociale.

Dans le processus de cette lutte décisive, qui est plus ou moins longue selon le degré de culture et d'organisation de la bourgeoisie du pays intéressé, il n'est déjà plus question de contrôler l'employeur, de paralyser « sa mauvaise volonté », de lutter contre le sabotage, de continuer à tout prix le travail dans les entreprises, etc., mais d'occuper la place des patrons, d'éliminer de la production les capitalistes comme classe, de prendre en mains la direction de la production et en même temps la responsabilité de la gestion des forces productrices du pays.

Voilà pourquoi, dans cette phase, le contrôle se transforme en acte de combat de la classe ouvrière en qualité d'organisatrice de la production, dans l'intérêt non seulement de groupes de la classe ouvrière par usines, fabriques, mines, voies ferrées, mais de tout le prolétariat.

VII. La victoire du prolétariat sur la bourgeoisie étant surtout inévitable parce que celle-ci est incapable de conserver la production entre ses mains, amène le prolétariat à la construction de l'Etat dans des conditions très difficiles, et surtout parce que cette victoire est nécessairement liée à la décomposition de l'ancien appareil capitaliste de gestion de la production.

Dans une pareille situation, il est très difficile de conserver le pouvoir sur la production au lendemain de la révolution sociale.

Le sabotage masqué non seulement des capitalistes, mais encore des couches immédiates qui les entourent et qui vivent des restes de leurs tables, se produit ouvertement et devient un système. Les fabriques, les usines, les établissements de l'Etat, les écoles, les universités restent sans personnel dirigeant.

La classe ouvrière est obligée de vouer ses meilleures forces non seulement à la défense de la révolution, mais à la direction administrative.

Dans cette période le rôle des organisations de masses comprenant non seulement la couche dirigeante du prolétariat (le Parti Communiste) mais encore l'énorme masse des « sans parti » devient très important.

Mais les organisations économiques du prolétariat ne peuvent pénétrer dans les couches profondes de la classe ouvrière qu'au moyen de la création de noyaux dans chaque fabrique et dans chaque usine.

Voilà pourquoi la question des relations entre les comités de fabriques, d'usines et les syndicats prend actuellement une si grande importance. L'expérience a montré que l'apparition des noyaux révolutionnaires sous la forme des comités de fabriques et d'usines est indispensable surtout dans les pays où le mouvement syndical est peu développé, ou bien dans ceux où il se trouve entre les mains des éléments opportunistes.

Mais le travail dispersé des comités de fabriques et d'usines peut être dénaturé et paralysé par la bourgeoisie, si celui-ci n'est pas généralisé et appliqué sur une échelle nationale sous la direction de l'avant-garde de la classe ouvrière. De là ressort la nécessité d'employer l'appareil des syndicats et de leurs unions à de nouveaux buts, en mettant sous leur direction les comités de fabriques et d'usines et en les transformant ainsi en organes puissants de contrôle des masses et de mainmise sur la production.

VIII. Mais une pareille réorganisation des syndicats dans l'intérêt de la révolution sociale ne peut être atteinte qu'aux deux conditions fondamentales suivantes : 1° que si les syndicats sont construits, non comme auparavant par profession, mais par industrie, ce qui permettrait d'unir tous les ouvriers et employés de chaque entreprise et de chaque branche industrielle autour de tâches bien déterminées de la production, et 2° si à l'encontre de la bureaucratie syndicale jaune et contre-révolutionnaire, il est créé dans chaque industrie un noyau révolutionnaire ferme et solide pour réagir contre la politique de cette bureaucratie, pour retenir les masses organisées des fabriques et des usines sur la voie révolutionnaire pour le contrôle de la production et pour la direction permanente.

Luttant énergiquement contre les tentatives d'Amsterdam

pour transformer le mouvement révolutionnaire du prolétariat en un contrôle stérile d'Etat dans le cadre du régime capitaliste et dans l'intérêt de ce régime, les syndicats rouges doivent porter une attention très sérieuse sur la manière dont est réalisé le contrôle ouvrier, cette excellente école de préparation pour le prolétariat qui cherche à s'emparer du pouvoir. Or cela veut dire qu'avant la révolution, même dans le processus de sa préparation, il est indispensable de mettre partout le contrôle ouvrier à l'ordre du jour, comme mot d'ordre non seulement pour l'union des ouvriers, non seulement pour les rendre plus révolutionnaires, mais pour les éduquer politiquement et économiquement dans l'intérêt de l'avenir prochain.

La conservation du pouvoir politique après la révolution sociale dépend beaucoup du degré de préparation atteint. Car l'essentiel de l'affermissement de la révolution sociale consiste en ce que le prolétariat saura, dans cette phase du contrôle ouvrier, s'emparer du mécanisme de la production et le mettre en pleine marche, c'est-à-dire sera capable non seulement politiquement, mais économiquement de résoudre les contradictions fondamentales indiquées dans le paragraphe I.

Avec une préparation suffisante, une telle tâche est réalisable avant tout parce que l'ouvrier peu à peu s'habitue au rôle de contrôleur et de patron. Ensuite, les liens entre les différentes branches de l'industrie, et par là toute la production sur une échelle nationale, lui deviennent compréhensibles. Voilà pourquoi, après la révolution sociale, se produit l'inévitable passage à la nationalisation des banques, c'est-à-dire de tout le système financier, des transports, des sources de matières premières importantes, des grosses entreprises, des usines et des fabriques. Le pouvoir prolétarien, grâce au contrôle, a, à sa disposition, un nombre suffisant d'ouvriers capables non seulement de lutter pour la révolution sociale, mais de construire avec la structure industrielle qu'il a reçue en héritage, une nouvelle économie socialiste, de nouveaux organes de gestion de la production et de répartition.

Dans cette phase, le contrôle ouvrier prend la nouvelle forme de participation des syndicats à la formation des organes économiques et la direction de la production par ces derniers, c'est-à-dire se transforme en une des parties de la reconstruction économique avec le contrôle de la classe ouvrière par les soviets et leurs organes économiques.

Conclusions générales

1. Le contrôle ouvrier est l'école indispensable et très importante pour l'œuvre de préparation des larges masses ouvrières à la révolution sociale.

2. Le contrôle ouvrier doit être mis à l'ordre du jour comme

devise de combat du mouvement syndical dans tous les pays capitalistes et être utilisé énergiquement pour la divulgation des secrets commerciaux et financiers des entreprises.

3. Le contrôle ouvrier doit être employé largement pour la transformation des syndicats en organisations de combat de la classe ouvrière.

4. Le contrôle ouvrier doit être utilisé comme moyen de reconstruction des syndicats par industrie et non par métier, système suranné et nuisible au mouvement ouvrier révolutionnaire.

5. Le contrôle ouvrier est incompatible avec le principe paritaire proposé par la bourgeoisie, la nationalisation, etc., et oppose la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie.

6. Dans la réalisation du contrôle technique, ou financier, ou mixte, et aussi pendant l'occupation des usines, il est surtout indispensable de tâcher d'attirer les masses prolétariennes les plus arriérées à la discussion des questions liées à ce contrôle. En même temps, dans le processus de la réalisation de ce contrôle, il est nécessaire de faire le recensement des ouvriers les plus actifs et les plus capables et de les préparer à un rôle dirigeant dans l'organisation de la production.

7. Pour l'organisation régulière du contrôle ouvrier sur place, il est absolument nécessaire que les syndicats dirigent les comités d'usine et ils doivent lier et combiner le travail des comités d'usines dans les usines d'une même production et prévenir de la sorte les tentatives inévitables de cultiver le patriotisme d'usine qui peuvent se produire si le contrôle est disséminé.

8. Les syndicats doivent dès le début aider les commissions de contrôle, élaborer à cet effet des instructions spéciales, discuter la question dans la presse quotidienne et mener une large agitation en faveur du contrôle dans les usines et fabriques, non seulement en expliquant ses tâches, mais par des rapports sur les résultats de ce contrôle par entreprises et par groupes dans les réunions d'usines, conférences locales, etc...

9. Pour réaliser ces tâches dans les syndicats qui n'adoptent pas la plate-forme de l'I. S. R., il est nécessaire de créer un centre révolutionnaire uni qui devra prêter une attention toute particulière à la transformation des syndicats de métiers en syndicats d'industries et au maintien du caractère révolutionnaire de la lutte pour le contrôle ouvrier.

Les Comités d'usines et de fabriques

(Rapporteur : Heckert)

1. Pour remplir les tâches indiquées ci-dessus (résolution sur le contrôle ouvrier), les comités d'usines et de fabriques doivent avoir des cadres organiques bien définis. Il s'agit de savoir si les comités d'usines et de fabriques doivent être organisés dans le cadre ou en dehors du cadre des syndicats. En Allemagne et en Angleterre, nombre d'ouvriers pensent qu'il faut organiser les comités d'usines et de fabriques en dehors du cadre des syndicats. Leur opinion est que ces comités, ou bien doivent s'emparer des syndicats, ou bien rendre ces derniers inutiles. Les cadres des syndicats, conformément à cette opinion, sont trop étroits pour les nécessités de la lutte. C'est seulement lorsque les syndicats seront réorganisés par branches d'industrie qu'ils seront capables de remplir leurs tâches, d'accord avec les comités d'usines et de fabriques.

2. Les comités d'usines et de fabriques ne peuvent pas remplacer les syndicats. Ils peuvent se grouper simplement, au cours de la lutte, dans le cadre d'entreprises particulières et d'ateliers. Ils peuvent créer ainsi un appareil général pour la conduite de la lutte, appareil basé sur une organisation par branches d'industrie. A l'heure actuelle déjà les syndicats se sont transformés en organes centraux de la lutte, quoiqu'ils n'englobent pas les grandes masses ouvrières que les comités de fabriques et d'usines seraient capables d'englober. Les comités d'usines et de fabriques représentent une organisation libre et accessible à tous les ouvriers d'une entreprise donnée. La délimitation des fonctions des comités d'usines et de fabriques et des syndicats sera le résultat du développement historique de la révolution sociale. Les syndicats organisent les masses ouvrières pour la lutte sur le terrain des revendications concernant l'augmentation des salaires et la diminution d'heures de travail. Les comités d'usines et de fabriques sont organisés pour établir le contrôle des ouvriers sur la production, ils englobent tous les ouvriers d'une entreprise donnée et leur lutte ne peut que peu à peu prendre un caractère national.

A mesure que les syndicats ouvriers réussissent à vaincre les tendances contre-révolutionnaires de la bureaucratie syndicale et à transformer leurs organisations en organes révolutionnaires, les comités d'usines et de fabriques deviennent des noyaux de syndicats dans les entreprises.

3. Le groupement des comités d'usines et de fabriques par branches d'industrie et leur lutte directe pour la défense des intérêts de la classe ouvrière ne peuvent pas rester sans influence sur la structure actuelle d'un syndicat. Les syndicats ouvriers

qui sont formés sur le principe du groupement par métier seront ébranlés par l'activité des comités d'usines et de fabriques. Leur réorganisation en syndicats d'industrie sera considérablement précipitée.

4. Au fur et à mesure que les ouvriers révolutionnaires transforment les syndicats et les comités d'usines en une arme puissante de la révolution sociale, ils préparent les organisations de masses aux grandes tâches qui leur incombent. Après l'établissement de la dictature du prolétariat, ces organisations seront appelées à créer une nouvelle économie sur les bases socialistes. Les syndicats, réorganisés suivant le principe du groupement par industrie, et s'appuyant sur les comités d'usines et de fabriques, feront connaître aux masses ouvrières les tâches de production qu'elles sont appelées à remplir, prépareront des ouvriers capables de diriger les entreprises et attireront dans l'organe du contrôle des spécialistes techniciens. Ainsi, sous la direction générale du gouvernement ouvrier et d'accord avec les autres organisations économiques ouvrières, les syndicats seront capables de réaliser les principes essentiels de l'économie socialiste.

Les comités d'usines et de fabriques doivent lutter pour les buts concrets suivants :

1° La cessation du chômage. Pour atteindre ce but il est nécessaire : a) de fixer exactement les possibilités de production, se rendre compte des disponibilités en matières premières et en autres matériaux nécessaires à la production; b) se rendre compte de la main-d'œuvre existant dans les entreprises où il y a manque de main-d'œuvre ouvrière; c) assurer aux chômeurs des moyens d'existence en exigeant pour eux le maintien des salaires jusqu'au nouvel embauchage, établir une liaison avec les organisations de consommation pour fixer les besoins des masses ouvrières et pour conformer la production à ces besoins.

2° L'organisation de la répartition du combustible nécessaire au fonctionnement des entreprises et l'assurance des moyens d'existence à la classe ouvrière.

3° Cessation de tout travail improductif, comme par exemple : fabrication d'armements, de munitions et d'objets de luxe.

4° Etablissement du contrôle sur les transports pour prévenir l'encombrement des chemins de fer par le transport d'objets non indispensables : a) interdiction de transport des matériaux de guerre; b) interdiction d'exportation des capitaux; c) interdiction d'exportation de moyens de production d'entreprises fermées; interdiction d'exportation de produits alimentaires dans le but de spéculation. En premier lieu, on assure le transport de produits alimentaires et d'objets de large consommation : combustible, matières premières, matériaux nécessaires pour la production et pour la population ouvrière.

5° Etablissement du contrôle financier pour se rendre compte des capitaux engagés dans les entreprises et de l'argent liquide de ces dernières. Surveillance des opérations bancaires et de toutes les opérations financières en général. Contrôle des banques.

6° Etablissement du contrôle sur l'approvisionnement et la répartition. On établira un contact étroit entre la population laborieuse de la ville et la campagne, surtout en ce qui concerne l'échange de marchandises. On fournira à l'industrie agricole les objets fabriqués et les matières premières.

7° Organisation du contrôle pour l'établissement des prix maxima sur les produits industriels et agricoles dont la population laborieuse a besoin pour son existence.

8° Etablissement du contrôle sur l'importation et l'exportation : a) en premier lieu on doit assurer l'importation d'objets nécessaires pour l'alimentation de la population laborieuse et pour le fonctionnement régulier de la production; b) interdiction d'importation d'objets de luxe; c) interdiction d'exportation à l'étranger de produits alimentaires, de capitaux et des objets nécessaires à la production locale.

Les Questions d'organisation

(Rapporteur : Lozovsky)

I. Partie générale

1. La crise économique aiguë déchainée dans tous les pays, la baisse catastrophique des prix de gros, la surproduction des marchandises d'une part et le manque de marchandises d'autre part, la politique agressive de la bourgeoisie envers la classe ouvrière, sa tendance à faire baisser les salaires, celle de faire réapparaître l'ancienne exploitation éhontée, l'irritation croissante des masses provoquée par l'impuissance des anciens syndicats et leurs méthodes de lutte, tout cela pose devant les syndicats révolutionnaires des tâches nouvelles. Des méthodes nouvelles de lutte économique s'imposent, provoquées par la décomposition du capitalisme. Une politique économique agressive s'impose aux syndicats non seulement pour refouler l'offensive du capital, mais pour prendre l'offensive à leur tour.

2. Dans les batailles sociales actuelles et surtout dans celles que la classe ouvrière aura à livrer prochainement, le travail d'organisation qui incombera aux syndicats révolutionnaires est énorme. Ce travail consistera dans la préparation de la révolution sociale, dans la préparation de la révolution en marche, et après que les ouvriers se seront emparés des moyens de production, de transport et d'échange, dans la proclamation et la con-

solidation de la dictature du prolétariat. Les syndicats seront en mesure d'accomplir tout cet énorme travail dans le cas seulement où ils seront capables de se réorganiser et de faire une action systématique quotidienne telle, qu'ils seront prêts à jouer, à un moment donné, le rôle d'organiseurs de la production et de fondateurs du pouvoir prolétarien.

3. Dans ces conditions, les méthodes et les moyens d'organisation prennent une importance de premier ordre. Le fond de la question de l'organisation consiste dans la création d'une organisation souple et forte, étroitement liée à la masse, d'une organisation capable d'avoir de l'autorité envers les masses ouvrières en toutes circonstances, dans la victoire aussi bien que dans la défaite. Dans le domaine de l'organisation, toute activité doit tendre à ce que les masses répondent à l'appel à l'action des organisations et, chose non moins importante, à ce que les échecs ne provoquent pas l'apathie et l'indifférence des masses envers les organisations.

4. Pour arriver à ces fins il est nécessaire de s'occuper principalement de relever le niveau d'éducation, de resserrer l'union et de raffermir la discipline des syndiqués. Il n'est possible d'élever le niveau d'éducation et de resserrer l'union que dans la lutte quotidienne en utilisant les conditions concrètes où vivent les groupes respectifs des ouvriers. La pratique de la lutte est la meilleure école de la solidarité, de la persévérance, de la discipline. Un bon travail d'organisation sera celui qui liera étroitement les syndiqués avec leurs syndicats respectifs, qui formera des cadres de militants infatigables et dévoués, qui tiendra compte des exigences de la lutte sociale ennemie, celui, enfin, qui apprendra aux ouvriers à avoir confiance dans leurs organisations de classe et à voir en elles non pas un but, mais un moyen d'atteindre le but.

II. Les Syndicats de métier et les Syndicats d'industrie

5. Les syndicats ont surgi comme moyen de défense de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste. Au fur et à mesure des complications des formes du développement capitaliste et des méthodes d'exploitation, les syndicats ont dû modifier leurs moyens et méthodes de lutte. Les groupements professionnels ayant pour but le secours mutuel devenaient insuffisants dans la lutte contre le capital. La lutte économique de grande envergure demande la transformation des syndicats de métier en syndicats d'industrie.

6. Malgré une lutte de classe très aiguë, la classe ouvrière est moins bien organisée que la classe patronale. La concentration des forces, la centralisation de la direction, l'adoption d'un plan d'action unique sont choses faites dans les organisations

et dans les appareils gouvernementaux de la classe possédante de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La puissance de ces organisations est mise en lumière par le fait que malgré une concurrence acharnée, les différentes branches d'industrie possèdent des organisations centrales (Fédérations patronales des métaux et des mines, etc.). Les organisations patronales, dans leurs offensives contre la classe ouvrière, cherchent à frapper celle-ci dans son ensemble. Cependant dans le cas où elles ont devant elles la possibilité de diviser les ouvriers, elles essaient de dresser une partie des ouvriers contre l'autre.

7. Cependant le principe corporatif n'a pas encore fait son temps chez beaucoup d'ouvriers. En Angleterre, en Allemagne, en France, en Amérique et dans d'autres pays, on voit encore des entreprises dont les ouvriers sont groupés dans des syndicats différents se faisant concurrence. Ce fait affaiblit les ouvriers dans leur lutte, car ils n'agissent pas avec ensemble mais par groupes séparés. Le problème d'organisation le plus important est de passer des syndicats de métier aux syndicats d'industrie. Le mot d'ordre : « Un seul syndicat dans une entreprise donnée », doit être le mot d'ordre de bataille des syndicats révolutionnaires. Tous les ouvriers d'une usine de construction de machines, sans distinction de métier et de degré de qualification, depuis le mécanicien jusqu'au simple manœuvre, entrent dans la Fédération des Métaux; tous les ouvriers d'une fabrique textile (tisserand, monteur, mécanicien, manœuvre) entrent dans la Fédération du Textile, etc. Avec ce système d'organisation, la classe patronale aura devant elle un bloc compact de toutes les catégories d'ouvriers d'une entreprise ou d'une usine donnée.

III. Comités d'usines

8. Le groupement des forces révolutionnaires au sein du mouvement syndical doit se faire par l'intermédiaire des Comités d'usine et de fabrique. Ces comités doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise, indépendamment de leurs convictions politiques et religieuses. La tentative de fonder des comités d'usine et de fabrique dans des réunions de camarades de tendance, ainsi que cela se fait dans une organisation nouvelle d'Allemagne — l'« Allgemeine Arbeiter Union » — n'est qu'une caricature des comités d'usine et de fabrique et ne fait que discrediter, aux yeux des larges masses, l'idée même de ces organisations. En fait, l'« Allgemeine Arbeiter Union » organise sous le pseudonyme de « comités d'usine » ses propres noyaux, ce qui est le droit de toute organisation, mais il est inutile d'accoler à ces noyaux des étiquettes aussi criantes.

9. Il ne faut jamais attendre que la question de la création des comités d'usine et de fabrique soit tranchée dans les congrès réguliers des syndicats respectifs.

Il faut fonder des comités d'usine et de fabrique partout où cela est possible, même en dehors du plan général. Un Comité d'usine et de fabrique, quelle que soit son origine, ne peut pas, dans les conditions actuelles de crise toujours croissante, rester spectateur passif; il devra s'intéresser à toutes les grandes questions qui se posent dans son entreprise. Les anciens liens entre le syndicat et la masse (hommes de confiance, délégués, collecteurs) demeurent jusqu'à la création d'un fort réseau de comités d'usine et de fabrique qui se transformeront par la suite en noyaux fondamentaux du syndicat.

10. L'organisation des comités d'usine et de fabrique doit suivre de près la création des commissions de contrôle, autonomes ou non. Il faut habituer les ouvriers à surveiller, par l'intermédiaire de diverses commissions de contrôle spécialement élus, tout ce qui se passe dans l'usine et hors d'elle.

Le système des commissions de contrôle spéciales et permanentes doit être pratiqué le plus largement possible.

Les commissions de contrôle peuvent et doivent s'occuper de toute la vie de l'entreprise, depuis les accidents du travail jusqu'à la surveillance des conditions d'hygiène des ateliers. Il serait désirable d'organiser ces commissions par syndicats ou par arrondissements, afin que les ouvriers aient la possibilité de sortir du cadre étroit de leur entreprise.

11. Les syndicats révolutionnaires ne doivent pas se refuser à utiliser les organisations réformistes existantes, nanties de droits restreints et créées par les soins des gouvernements bourgeois pour faire échec aux comités d'usine et de fabrique. La bourgeoisie d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie tâche d'emprisonner le mouvement ouvrier, tendant à la création des comités révolutionnaires d'usine et de fabrique dans des cadres légaux. Plusieurs camarades commettent une erreur énorme en refusant de participer aux élections des comités d'usine et de fabrique et en voulant donner à leurs réunions fractionnaires le nom de comités d'usine et de fabrique (Allemagne). Les syndicats révolutionnaires ne doivent pas se refuser à utiliser les dispositions légales bourgeoises — tout en tendant à les supprimer. La tâche des syndicats révolutionnaires consiste à rompre les cadres légaux, à rendre l'activité des comités d'usine et de fabrique vraiment révolutionnaire et à transformer, au moyen d'un travail quotidien et systématique, les organisations créées par la bourgeoisie en un instrument de la révolution. Entrer dans des organisations pareilles, pour les faire sauter du dedans, voilà la tâche des partisans de l'Internationale Rouge.

Le boycottage prêché dans certains pays, avec les meilleures intentions, ne peut pas être adopté comme ligne de conduite. Une telle tactique témoigne d'une estimation insuffisante de l'ac-

tivité des masses ouvrières et de l'attribution d'une importance exagérée au cadre légal de la législation bourgeoise.

IV. La conquête des vieux syndicats.

12. Le rôle contre-révolutionnaire joué à l'heure actuelle par la bourgeoisie syndicale, l'étranglement du mouvement ouvrier révolutionnaire réalisé par son intermédiaire, ont poussé les prolétaires les plus révolutionnaires de divers pays à rompre avec les vieux syndicats et à créer de nouvelles organisations ouvrières. D'où les mots d'ordre de « destruction des syndicats », « quittons les syndicats », mots d'ordre qui trouvent un certain écho dans les éléments révolutionnaires désespérés et rendus pessimistes par l'inertie des masses. Une pareille tactique qui consiste à abandonner les syndicats et à laisser les grandes masses à la merci des traîtres à la classe ouvrière, fait le jeu de la bureaucratie syndicale et doit par conséquent être catégoriquement repoussée. *Non pas la destruction des syndicats, mais leur conquête*, c'est-à-dire la conquête des millions de prolétaires groupés par eux, — c'est autour de ce mot d'ordre que doit s'organiser et se développer la lutte révolutionnaire.

13. Profitant du mot d'ordre : « quittons les syndicats », la bureaucratie syndicale s'est mise à exclure des syndicats les éléments dirigeants du mouvement syndical révolutionnaire. Cette campagne d'exclusion renforce encore le pessimisme des révolutionnaires et fait revivre le mot d'ordre de « quittons les syndicats ». Ce serait commettre une erreur formidable que de se laisser prendre à une provocation pareille, de quitter les syndicats et de s'enfermer dans les petits groupements syndicaux révolutionnaires. Les ouvriers exclus ne doivent pas se disperser, ils doivent rester organisés dans le cadre d'organisation dans lequel ils entraient avant leur exclusion, en agissant toujours comme une partie déterminée et légale du syndicat qui les a exclus. En tout cas, il ne faut jamais aller au devant des désirs de la bureaucratie syndicale et lui faciliter la tâche au cours de la lutte qu'elle mène contre l'esprit révolutionnaire des masses.

14. En élaborant notre tactique concernant l'attitude à prendre par rapport aux vieux syndicats, nous ne devons pas oublier que les syndicats groupent à l'heure actuelle des millions d'ouvriers. La tâche des éléments révolutionnaires du mouvement syndical ne consiste pas à détacher des vieux syndicats les éléments les plus conscients et à créer de petits groupements syndicaux; elle consiste à inculquer l'esprit révolutionnaire aux syndicats, tout en restant dans leur sein, et, en participant à la lutte révolutionnaire de tous les jours, à les transformer en un instrument de la révolution sociale.

Tout le travail d'organisation doit se faire avec le mot d'ordre de lutte contre la passivité et la trahison de la bureaucratie syndicale, au cours de la bataille pour la défense des intérêts quotidiens des ouvriers. La conquête des syndicats signifie la conquête des masses, et ces dernières ne peuvent être conquises que par un travail systématique opiniâtre et par l'opposition, mise continuellement en évidence, de notre ligne de conduite strictement révolutionnaire à la tactique de collaboration et de conciliation. Le mot d'ordre de « quittons les syndicats » entrave la conquête des masses et nous éloigne ainsi de la révolution sociale.

15. Pourtant il serait erroné de tendre à l'organisation des syndicats comme à un but en soi. Les syndicats ne sont pas le but, c'est un moyen pour arriver au but. C'est pourquoi tout en repoussant le mot d'ordre de « quittons les syndicats », nous devons nous prononcer de la façon la plus catégorique contre le fétichisme d'organisation et le mot d'ordre « unité à tout prix et sans réserve ». Conquérir les syndicats ne signifie pas s'emparer de la caisse et de l'immeuble du syndicat, mais s'emparer de l'esprit des syndiqués. Beaucoup de camarades oublient cette différence et confondent les syndicats avec l'immeuble, la caisse et le personnel dirigeant du syndicat. Ce point de vue doit être catégoriquement repoussé par les syndicats révolutionnaires. Les syndicats révolutionnaires sont contre la scission et pour l'unité; cependant ils ne craignent point la scission, c'est là un point qui doit être clair pour chacun de nous.

V. Tâches d'organisation dans les principaux pays

16. Les tâches pratiques d'organisation des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge ne sont pas les mêmes dans tous les pays. Si les principes d'organisation sont partout les mêmes, leur application varie suivant les particularités du mouvement ouvrier de chaque pays et les formes revêtues par leurs organisations ouvrières respectives. Le mouvement syndical est le produit organique du développement industriel économique-social de chaque pays. D'où la diversité dans la structure des syndicats, dans leurs formes et méthodes de lutte. Les syndicats de métier doivent se transformer en syndicats d'industrie et c'est la condition essentielle pour atteindre une structure uniforme de leurs organes, l'unité des méthodes et des procédés de lutte. Accélérer ce processus, voilà la tâche d'organisation la plus importante des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge.

17. En Italie, les organisations syndicales ne sont pas encore unifiées. Cependant le fait d'une direction réformiste de la C. G. T. italienne ne justifie nullement le refus des syndicats des cheminots, des syndicats des ouvriers des transports et de l'Union Syndicale d'adhérer à l'organisation prolétarienne géné-

rale. Les tendances réformistes des leaders ne peuvent être vaincues qu'à condition que les syndicats révolutionnaires forment une seule organisation prolétarienne. En Italie, la conjoncture est tout à fait favorable à la création de cette unité, aussi serait-il à souhaiter que tous les syndicats et toutes les unions syndicales partageant la plate-forme de l'Internationale Syndicale Rouge, entrent dans le délai le plus bref dans la C. G. T. italienne pour mener la lutte au dedans et pour y défendre leur point de vue révolutionnaire.

18. En Angleterre, malgré l'existence d'un mouvement syndical puissant qui traverse une crise profonde, il y a les tentatives de créer de petites organisations du type des I. W. W., « One big Union », etc. Des tentatives pareilles doivent être catégoriquement condamnées. La tâche des ouvriers révolutionnaires d'Angleterre consiste à lutter au sein même des trade unions pour le triomphe des idées de l'Internationale Syndicale Rouge. Détacher des syndicats des dizaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires, les isoler, serait un crime envers la classe ouvrière anglaise et celle du monde entier. C'est pourquoi toutes les organisations qui partagent le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge doivent transporter le centre de leur activité dans les syndicats et travailler à conquérir successivement les sections locales, tâchant de grouper les larges masses et non pas l'élite qui est en dehors d'elles.

19. Le mot d'ordre « restons dans les syndicats » conserve toute sa vigueur même aux Etats-Unis, où l'on rencontre la réactionnaire « American Federation of Labor », des syndicats indépendants, les « I. W. W. » et d'autres petites unions. Les I. W. W. doivent être aussi membres de leurs organisations professionnelles respectives, y faire de la propagande, de l'agitation et mettre en lumière les tâches de la classe ouvrière. Plus les I. W. W. s'isolent des masses, plus leurs organisations seront abstraites, plus long et plus lent sera le processus de l'éducation socialiste des masses prolétariennes d'Amérique ne faisant pas partie de l'American Federation of Labor.

Les syndicats indépendants qui partagent le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge doivent coordonner leurs actions et se mettre d'accord avec les comités syndicaux qui, en faisant formellement partie de l'American Federation of Labor observent pourtant dans son sein notre tactique et notre ligne de conduite. La coordination et l'unité d'action avec les organisations locales de l'American Federation of Labor affiliées à l'Internationale Syndicale Rouge sont également obligatoires pour les I. W. W.

Au Canada, le mouvement ouvrier est lié partiellement à l'« American Federation of Labor » par l'intermédiaire d'unions corporatives qui se font appeler Unions Internationales, ce qui

rend excessivement difficile l'organisation du mouvement syndical de ce pays. Tous les syndicats sympathisant à l'Internationale Syndicale Rouge doivent, d'accord avec les groupes communistes, tâcher de créer une Fédération Nationale des Syndicats du Canada et, à tout prix, se dégager de l'influence de l'« American Federation of Labor ».

20. En France, la minorité révolutionnaire de la C. G. T. a adopté une ligne de conduite juste, en réprochant la sortie de la C. G. T. La conquête des syndicats en France se fait relativement assez vite et il n'y a absolument aucune raison d'y créer des organisations parallèles.

C'est pourquoi le Congrès décide de proposer à la petite organisation nommée « Confédération des Travailleurs du Monde » de se dissoudre, d'adhérer à la C. G. T., de lutter aux côtés de la minorité révolutionnaire et d'accord avec elle, contre la politique pernicieuse des Jouhaux, Merrheim et C^o.

21. En Espagne, où sévit la réaction, l'unité des organisations économiques s'impose impérieusement. Cette unité, qui commençait à se réaliser, fut brisée par les dirigeants de l'Union Générale des Ouvriers ». Cependant, en dépit de ces leaders, cette unité d'action doit devenir la tâche actuelle. La seconde tâche qui s'impose aux organisations espagnoles, c'est la création de syndicats sur un plan national (métallurgistes, ouvriers du textile, etc.), syndicats qui furent détruits par suite de l'idée mal comprise de fédéralisme : car l'absence des fédérations d'industrie est un obstacle formidable dans la lutte de la classe ouvrière avant, pendant et après la révolution sociale.

Les groupes communistes qui militent dans l'Union Générale devront former un bloc avec la Confédération Nationale du Travail d'Espagne, pour des actions offensives et défensives coordonnées.

Quant aux syndicats qui se sont séparés de l'organisation centrale réformiste et qui adoptent le point de vue de l'Internationale Syndicale Rouge, ils doivent s'unir dans le plus bref délai avec la Confédération Nationale du Travail.

22. C'est en Allemagne que la situation est la plus compliquée et la plus embrouillée. Là, les masses ouvrières sont organisées dans des Syndicats libres. Les Syndicalistes n'eurent jamais ici aucune influence. Après la Révolution de novembre 1918, par suite de la trahison de la bureaucratie syndicale, se sont formés l'« Union Ouvrière Libre de Gelsenkirchen » et l'« Union Générale Ouvrière ». En outre, il s'est créé encore d'autres syndicats : « Le Syndicat libre des ouvriers agricoles » et « le Syndicat des ouvriers manuels et intellectuels ». Toutes ces organisations sont restées insignifiantes, au point de vue du nombre de leurs membres et de leur influence sur les événements poli-

tiques et économiques de l'Allemagne. Les principes de ces Syndicats sont vagues; par leur mot d'ordre de destruction des syndicats à n'importe quel prix, ils ne font que désorganiser les rangs des ouvriers révolutionnaires et affaiblissent par cela même leur force de combat, dirigée contre la bureaucratie du mouvement syndical.

23. La partie révolutionnaire des Syndicats s'est groupée au sein des organisations et mène, avec succès, la lutte contre la bureaucratie syndicale. La bureaucratie a répondu à cette action par l'exclusion des éléments dirigeants révolutionnaires et de différents groupes locaux des organisations générales. Les membres isolés des organisations et les groupes locaux qui ont été exclus ne doivent jamais rester dispersés. Ils doivent se grouper et établir des liens étroits avec les membres des fractions révolutionnaires pour ne pas rester inactifs dans la lutte pour la conquête révolutionnaire des syndicats. Les autres organisations sympathisant avec l'I. S. R. doivent mener en commun une campagne décisive ayant comme mot d'ordre : « A bas les traîtres de la bureaucratie syndicale qui détruit les syndicats »; elles doivent s'abstenir d'enlever du sein des syndicats libres centralisés de nouvelles catégories d'ouvriers.

24. Dans tous les autres pays, le travail doit s'effectuer d'après les principes ci-dessus indiqués. C'est en Pologne et en Tchéco-Slovaquie que l'I. S. R. est le plus près de la victoire. Dans ces deux pays, il existe un mouvement communiste puissant, et la tâche des adversaires d'Amsterdam consiste à arracher, dans le plus bref délai, les centres du mouvement syndical de leur pays à l'Internationale d'Amsterdam. Il est à souhaiter que, dans trois mois, lorsque les résolutions et les décisions du Premier Congrès des Syndicats Révolutionnaires auront été publiées, dans chaque pays et dans chaque syndicat, la question : « Pour Moscou ou pour Amsterdam? » soit soumise au suffrage des syndiqués.

VI. Des fédérations internationales de métier et d'industrie

25. Les Fédérations internationales de métier sont apparues dès la fin du XIX^e siècle. Au début de la guerre, il y avait déjà trente Fédérations Internationales de métier. La physionomie de toutes ces Fédérations était la même. C'était en somme des organisations nationales, très faiblement liées entre elles, qui se réunissaient de temps à autre pour voter des résolutions unanimes, tout en sachant d'avance que l'organe élu par le Congrès ne ferait aucun travail, sauf celui de statistique et d'information. Ce n'était pas des organisations internationales de lutte, c'était

des organisations d'information mutuelle. Exception faite des collectes au profit des grévistes, ces organisations ne se sont signalées par aucune action internationale.

26. La guerre a détruit toutes ces Fédérations et, une fois les hostilités terminées, la classe ouvrière se trouva dans la nécessité de rétablir les liaisons rompues. Les gens qui, pendant les longues années de guerre, avaient montré leur incapacité complète à sauvegarder les Fédérations internationales de même que la solidarité prolétarienne, se mirent à l'œuvre de reprise des relations internationales. Ces organisations sont toutes marquées du sceau du réformisme et font une politique opposée à la politique de classe. Ce ne sont pas les actions révolutionnaires qui font la base de leur programme, c'est la paix sociale. Elles ont pour but, non pas la lutte commune contre le capitalisme international, mais la communication mutuelle d'informations sur les événements de chaque pays.

27. L'Internationale Syndicale Rouge adopta, dès sa fondation, ce point de vue que les syndicats révolutionnaires doivent rester au sein des Fédérations Internationales pour les conquérir du dedans. Mais aussitôt que les gens d'Amsterdam eurent compris le danger que leur faisait courir le changement d'esprit des masses syndiquées, ils adoptèrent une série de résolutions qu'ils firent préalablement adopter par les Fédérations Internationales isolées, conformément auxquelles la reconnaissance de l'Internationale d'Amsterdam était une condition indispensable pour être admis au sein des Fédérations syndicales internationales isolées. Par cette décision, ainsi que par d'autres encore, la Fédération d'Amsterdam a pris l'initiative de la scission dans le mouvement syndical, et s'est permis de chasser des organisations tous ceux qui se déclaraient moralement solidaires avec l'Internationale d'action révolutionnaire et de lutte de classe.

28. Ces décisions imposent aux syndicats révolutionnaires exclus des fédérations internationales la nécessité de s'unir pour combattre l'Internationale d'Amsterdam. Ne désirant pas créer, avant d'avoir épuisé toutes les possibilités de lutte et de travail au sein des Fédérations internationales, de nouvelles Fédérations de métier et d'industrie, le Congrès Constitutif recommande aux syndicats qui partagent le point de vue de la lutte de classe et de la dictature du prolétariat, de fonder des Comités Internationaux de propagande par métier et par industrie, pour rassembler les forces révolutionnaires dispersées. Ces Comités doivent faire de la propagande dans tous les pays, en se basant sur les résolutions adoptées par le Congrès Constitutif et mener une lutte décisive contre la collaboration des classes et les illusions bourgeois sur le développement pacifique.

29. La tâche de ces Comités est non seulement de faire la propagande en faveur de la lutte révolutionnaire de classe et de la dictature du prolétariat, mais aussi de mettre à jour toutes les machinations des hommes d'Amsterdam, qui tendent, pour leur propre salut, à la scission des organisations ouvrières. Les Comités prennent l'initiative de convoquer des Congrès et des Conférences, publient des brochures, recueillent des cotisations, informent les syndicats révolutionnaires de la situation de leur industrie respective, renseignent les syndicats sur toutes les grèves et les conflits, luttent contre la tactique jaune, en un mot appliquent le vrai principe de la lutte révolutionnaire de classe.

30. Chaque Comité de propagande est lié avec l'Internationale Syndicale Rouge par l'intermédiaire de ses représentants, qui entrent dans le Bureau Exécutif de l'I. S. R. avec voix consultative. Tous les Comités Internationaux travaillent en contact étroit et sous le contrôle permanent du Bureau Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge. Les Conférences et les Congrès organisés par les Comités Internationaux de propagande ont lieu par accord préalable et avec le consentement de l'I. S. R.

31. Les syndicats exclus des Fédérations internationales ne doivent pas rester dispersés. S'ils n'ont pas encore adhéré à un Comité international de propagande, ils doivent y adhérer immédiatement; ils doivent aussi poser devant les Comités la question de la nécessité de créer un centre international de leur industrie.

En cas d'exclusion de plusieurs syndicats, le Comité International de propagande, par décision de l'Internationale Syndicale Rouge, peut être transformé en bureau d'organisation, dans le but de convoquer un Congrès des syndicats révolutionnaires et de créer une Centrale Internationale correspondante pour lutter contre ceux qui, suivant les ordres d'Amsterdam, excluent des Fédérations internationales de métier et d'industrie les syndicats et les organisations de divers pays.

VII. Des syndicats groupant les ouvriers par nationalités.

32. L'influence de l'idéologie bourgeoise est encore si forte parmi les masses prolétariennes, que, dans de nombreux pays, nous voyons des syndicats groupant les ouvriers par nationalités. En Tchéco-Slovaquie il existe, en dehors des syndicats d'ouvriers tchéco-slovaques, d'autres groupements syndicaux, qui ont même leur propre Centrale, pour les ouvriers allemands. En Pologne, où les syndicats étaient ces temps derniers des organes correspondants aux groupements des partis, la fusion entre les syndicats communistes et les syndicats se trouvant sous l'influence du P. P. S., a déjà eu lieu. Malgré cela, il y subsiste encore jusqu'à présent des groupements de syndicats nationaux. Ainsi, à côté

des organisations syndicales générales, existent encore des syndicats juifs ayant leur Centrale spéciale. En Amérique, nous trouvons encore des syndicats composés exclusivement de nègres, car les trade unions refusent d'admettre les noirs comme membres. Tous ces vieux préjugés doivent être combattus le plus énergiquement par les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge. La fusion des syndicats nationaux avec les autres organisations syndicales du pays doit devenir un mot d'ordre concret dans la lutte pour l'unité des organisations économiques de la classe ouvrière. Les préjugés nationaux doivent être vaincus coûte que coûte.

VIII. Des syndicats exclus.

33. Les derniers mois d'activité de l'Internationale d'Amsterdam et des groupements syndicaux y adhérant est marquée par une offensive contre les syndicats révolutionnaires. Sentant sa fin proche, l'Internationale jaune d'Amsterdam a proclamé le mot d'ordre : « Révolutionnaires et communistes hors des syndicats ! » Cette tactique d'offensive de la part des partisans de l'Internationale d'Amsterdam, doit rencontrer une résistance ferme et opiniâtre dans les sections locales. Le mot d'ordre de celles-ci doit être : « A bas les scissionnistes. Vive l'unité du mouvement syndical ». En aucun cas, il ne faut aller au-devant des désirs d'Amsterdam et quitter volontairement les syndicats; ce serait par trop commode pour les partisans d'Amsterdam et trop désavantageux pour l'aile gauche du mouvement ouvrier.

34. L'exclusion de groupes particuliers et de sections locales, surtout en Allemagne, est accompagnée habituellement de la création, par le centre, de nouveaux groupements, cherchant à briser ainsi l'unité de l'organisation révolutionnaire locale. Pour démolir des syndicats révolutionnaires locaux, les partisans d'Amsterdam s'entendent tacitement avec les patrons qui, à leur tour, déclenchent une offensive contre les ouvriers. Etant donné que les cotisations pour le fonds de grève se trouvent entre les mains du Comité directeur, l'organisation révolutionnaire locale ne peut résister à l'offensive patronale et se trouve ainsi mise hors d'état de résister.

35. Cette trahison monstrueuse doit rencontrer une résistance acharnée. Toutes les forces des syndicats révolutionnaires et du parti communiste doivent être lancées fraternellement dans la lutte implacable contre cette trahison. Elles devront mettre en lumière toutes les ententes tacites et autres entre les dirigeants du mouvement syndical et les ennemis de la classe ouvrière. Sans quitter les syndicats, il est nécessaire d'organiser rapidement les syndicats exclus, conformément aux conditions de lutte par profession ou par branches d'industrie, et de créer une Centrale nationale des syndicats exclus. Cette dernière, en tant que repré-

sentant des sections locales du syndicat, devra lutter contre les démolisseurs du mouvement ouvrier et exiger la réintégration des syndicats exclus.

IX. De la presse syndicale

36. La création d'une presse syndicale révolutionnaire est une des tâches d'organisation des plus importantes pour les syndicats. Les vieilles organisations syndicales possèdent une grande presse, assez répandue, ayant déjà ses traditions. Il est nécessaire de créer dans chaque pays un journal traitant des questions générales à côté d'organes traitant exclusivement les questions de la production. La création d'une presse syndicale révolutionnaire doit attirer l'attention la plus sérieuse des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge. En suivant pas à pas l'activité des groupes directeurs de tel ou tel syndicat, en dénonçant leur passivité, leur oisiveté, leurs hésitations dans le domaine de la lutte quotidienne, en soulignant les côtés faibles des dirigeants d'Amsterdam, l'organe de telle ou telle industrie saura montrer aux grandes masses « sans parti » que les partisans d'Amsterdam, non seulement trahissent les intérêts de la classe ouvrière dans les questions de politique générale, mais que, chaque jour, par leur travail pratique, par leur façon d'aborder les questions touchant les intérêts essentiels, vitaux de la classe ouvrière, ils ont une attitude qui va à l'encontre, non seulement des intérêts de la classe ouvrière dans son ensemble, mais aussi à l'encontre des intérêts de la catégorie des travailleurs en lutte.

X. Les femmes et les syndicats

37. Les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge doivent s'efforcer avec un soin tout particulier d'entraîner les ouvrières dans le mouvement syndical révolutionnaire. Pas d'organisations syndicales féminines séparées. Le prolétariat est un et, en tant que classe, il doit fonder ses organisations, non pas selon le sexe des travailleurs, mais par branches d'industrie.

Les ouvrières étant la catégorie de travailleurs la plus arriérée, sont exploitées beaucoup plus que les hommes et les syndicats réformistes, suivant la ligne de moindre résistance, établissent les tarifs, non pas selon la qualité et le rendement du travail, mais d'après le sexe des travailleurs. Quand la crise commence, les syndicats conservateurs prennent souvent l'initiative du renvoi des ouvrières de leur industrie. Cette politique, nuisible et contraire aux intérêts de la classe ouvrière, doit être combattue énergiquement. L'ouvrière est exploitée autant que l'ouvrier, et notre tâche consiste à la rendre militante active pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat. Un syndicat n'est digne de faire partie de l'I. S. R. que si, dans la question du travail féminin, aussi bien que dans toutes les autres

questions, il se libère des vieux préjugés et se charge de la défense et de la régularisation du travail féminin, en ayant devant lui le seul but d'augmenter l'armée de la révolution sociale par de nouveaux lutteurs infatigables, recrutés parmi les ouvrières exploitées et opprimées.

XI. Du travail au sein de la jeunesse

38. Les syndicats révolutionnaires doivent accorder une attention toute particulière à l'éducation des jeunes membres de leurs syndicats. Les vieilles organisations syndicales, pour autant toutefois qu'elles s'occupaient de la jeunesse, ne s'en occupaient qu'au point de vue de l'instruction technique professionnelle. Par contre, les syndicats révolutionnaires doivent concentrer leur travail dans l'éducation communiste. Plus d'un million de jeunes prolétaires de tous les pays sont organisés actuellement dans les organisations de jeunesse. Les syndicats doivent accorder beaucoup d'attention à leurs jeunes membres, ne perdant pas de vue que la nouvelle génération devra réaliser et la révolution sociale et ses conséquences.

Conquérir la jeune génération, l'éduquer, élever sa conscience, lui inculquer la nécessité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat et faire de chaque jeune membre un militant conscient pour les grandes batailles sociales à venir, voilà la tâche impérative de tous les partisans de l'Internationale Syndicale Rouge.

XII. Les conditions d'adhésion à l'Internationale syndicale rouge

39. Pour que les syndicats révolutionnaires puissent remplir les tâches ci-dessus, autant sur le plan antional que sur le plan international, deux conditions sont indispensables : l'unité dans la compréhension des buts de l'Internationale Syndicale Rouge et l'unité d'action dans chaque pays. L'Internationale Syndicale Rouge ne saura réaliser ses buts qu'à condition d'avoir le maximum de clarté. Il faut que tout syndicat adhérent à l'Internationale révolutionnaire se rende nettement compte des devoirs que cette affiliation lui impose, de ce qu'on exige de lui et des limites de ces exigences.

40. L'Internationale Syndicale Rouge a été créée justement pour opposer au programme bourgeois et équivoque de l'Internationale jaune d'Amsterdam, un programme clair et révolutionnaire. Il s'ensuit que l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge est conditionnée par certains engagements, sans lesquels l'affiliation serait purement verbale, comme c'est le cas pour nos adversaires.

STATUTS

de l'Internationale syndicale rouge

(Rapporteur : A. Lozovsky)

I. Préambule

La lutte de classes a depuis longtemps atteint un tel degré de développement et d'âpreté, la bourgeoisie de tous les pays, malgré la concurrence qui la divise sur le marché mondial, est si unie dans sa haine contre la révolution prolétarienne, si liée contre les moindres tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation, que pour mener et terminer avec succès la lutte pour sa délivrance, la classe ouvrière doit agir comme force révolutionnaire, non seulement sur un plan national, mais aussi sur un plan international.

L'exploitation des ouvriers étant internationale, la lutte contre elle doit l'être également. Toutes les Internationales Syndicales ayant existé jusqu'à ce jour, ne furent en réalité que de simples bureaux internationaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale Syndicale d'Amsterdam répond encore moins que sa devancière aux exigences du moment. La première s'occupait seulement d'information; l'Internationale actuelle fait en plus une besogne anti-ouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration des classes et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une Internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière.

A cette Internationale sans force, confuse, servante de la bourgeoisie, il faut opposer une Internationale d'action révolutionnaire, de pression de classe et de combat qui puisse organiser les forces prolétariennes en vue du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, capable de prendre en mains les moyens de production et instaurer le communisme.

Une Internationale Syndicale de combat ne peut être fondée que par les syndicats révolutionnaires de classes, pour qui sont très clairs les buts et méthodes de lutte offensive contre leurs ennemis. La tâche posée par l'histoire devant les syndicats révolutionnaires, exige le maximum de concentration des forces, une

tension énorme et une abnégation sans bornes des éléments avancés et conscients de la classe ouvrière.

II. Dénomination

Le Congrès International des Syndicats révolutionnaires, réunissant les organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays, décide la fondation d'une union permanente et internationale des syndicats révolutionnaires qui sera appelée : Internationale Syndicale Rouge.

III. Buts

L'Internationale Syndicale Rouge a pour buts :

1) L'organisation des masses ouvrières du monde entier pour le renversement du capitalisme, la libération des travailleurs et l'instauration du pouvoir prolétarien.

2) Mener l'agitation par une large propagande pour diffuser les idées de lutte révolutionnaire de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, et diriger l'action des masses pour le renversement du système capitaliste et des gouvernements bourgeois.

3) Lutter contre le fléau réformiste qui ronge le mouvement syndical mondial; dénoncer le mensonge de la conciliation avec la bourgeoisie, les idées de collaboration des classes et de paix sociale, et l'espoir absurde du passage paisible du capitalisme au socialisme.

4) Le groupement des éléments révolutionnaires de classes du mouvement syndical mondial : la conduite d'une lutte décisive contre le Bureau International du Travail, filiale de la Société des Nations, et contre la Fédération Internationale des Syndicats d'Amsterdam qui est, par son programme et sa tactique, le meilleur soutien de la bourgeoisie.

5) Coordonner et unifier la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays et déclencher des actions révolutionnaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

6) Prendre l'initiative de campagnes internationales au sujet des faits les plus importants de la lutte de classe, ouvrir des listes de souscriptions pour aider les grévistes dans les grands conflits sociaux, etc.

tension énorme et une abnégation sans bornes des éléments avancés et conscients de la classe ouvrière.

STATUTS

de l'Internationale syndicale rouge

(Rapporteur : A. Lozovsky)

I. Préambule

La lutte de classes a depuis longtemps atteint un tel degré de développement et d'âpreté, la bourgeoisie de tous les pays, malgré la concurrence qui la divise sur le marché mondial, est si unie dans sa haine contre la révolution prolétarienne, si liée contre les moindres tentatives du prolétariat pour se libérer de l'exploitation, que pour mener et terminer avec succès la lutte pour sa délivrance, la classe ouvrière doit agir comme force révolutionnaire, non seulement sur un plan national, mais aussi sur un plan international.

L'exploitation des ouvriers étant internationale, la lutte contre elle doit l'être également. Toutes les Internationales Syndicales ayant existé jusqu'à ce jour, ne furent en réalité que de simples bureaux internationaux d'information, ignorant la lutte de classes. Aujourd'hui, l'Internationale Syndicale d'Amsterdam répond encore moins que sa devancière aux exigences du moment. La première s'occupait seulement d'information; l'Internationale actuelle fait en plus une besogne anti-ouvrière, bourgeoise, mettant en pratique la politique de collaboration des classes et propageant l'idée de passage paisible du capitalisme au socialisme. C'est en somme une Internationale de réaction contre la lutte pour la libération de la classe ouvrière.

A cette Internationale sans force, confuse, servante de la bourgeoisie, il faut opposer une Internationale d'action révolutionnaire, de pression de classe et de combat qui puisse organiser les forces prolétariennes en vue du renversement de la bourgeoisie, de la destruction de l'Etat bourgeois, pour l'établissement de la dictature du prolétariat, capable de prendre en mains les moyens de production et instaurer le communisme.

Une Internationale Syndicale de combat ne peut être fondée que par les syndicats révolutionnaires de classes, pour qui sont très clairs les buts et méthodes de lutte offensive contre leurs ennemis. La tâche posée par l'histoire devant les syndicats révolutionnaires, exige le maximum de concentration des forces, une

II. Dénomination

Le Congrès International des Syndicats révolutionnaires, réunissant les organisations syndicales révolutionnaires de tous les pays, décide la fondation d'une union permanente et internationale des syndicats révolutionnaires qui sera appelée : Internationale Syndicale Rouge.

III. Buts

L'Internationale Syndicale Rouge a pour buts :

1) L'organisation des masses ouvrières du monde entier pour le renversement du capitalisme, la libération des travailleurs et l'instauration du pouvoir prolétarien.

2) Mener l'agitation par une large propagande pour diffuser les idées de lutte révolutionnaire de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, et diriger l'action des masses pour le renversement du système capitaliste et des gouvernements bourgeois.

3) Lutter contre le fléau réformiste qui ronge le mouvement syndical mondial; dénoncer le mensonge de la conciliation avec la bourgeoisie, les idées de collaboration des classes et de paix sociale, et l'espoir absurde du passage paisible du capitalisme au socialisme.

4) Le groupement des éléments révolutionnaires de classes du mouvement syndical mondial : la conduite d'une lutte décisive contre le Bureau International du Travail, filiale de la Société des Nations, et contre la Fédération Internationale des Syndicats d'Amsterdam qui est, par son programme et sa tactique, le meilleur soutien de la bourgeoisie.

5) Coordonner et unifier la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays et déclencher des actions révolutionnaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir.

6) Prendre l'initiative de campagnes internationales au sujet des faits les plus importants de la lutte de classe, ouvrir des listes de souscriptions pour aider les grévistes dans les grands conflits sociaux, etc.

IV. Composition

Peut être membre de l'Internationale Syndicale Rouge, toute organisation révolutionnaire de classe qui accepte les conditions suivantes :

- 1) La reconnaissance du principe de la lutte révolutionnaire de classe.
- 2) L'application de ce principe dans la lutte quotidienne contre le capital et l'Etat bourgeois.
- 3) La reconnaissance de la nécessité de renverser le capitalisme par le moyen de la révolution sociale et l'instauration, pendant la période transitoire, de la dictature du prolétariat.
- 4) La nécessité d'observer la discipline prolétarienne internationale.
- 5) La reconnaissance et l'application des décisions du Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge.
- 6) La rupture avec l'Internationale d'Amsterdam.
- 7) L'accord complet avec toutes les organisations révolutionnaires et le parti communiste du pays dans tous les actes offensifs et défensifs contre la bourgeoisie.

V. Les congrès internationaux

L'organe supérieur de l'Internationale Syndicale Rouge est le Congrès international des syndicats révolutionnaires de tous les pays. Ces Congrès se réunissent, dans la mesure du possible, au moins une fois par an.

Le Congrès fixe les principes généraux, le programme, la tactique et les statuts, désigne les organes dirigeants et décide de toutes les questions ayant trait à l'orientation de l'Internationale Syndicale Rouge.

Les Congrès extraordinaires sont convoqués par décision du Bureau Exécutif ou sur la demande d'organisations réunissant au moins 1/3 des organisations, membres de l'I. S. R.

Toutes les organisations syndicales acceptant le programme de l'I. S. R. et se conformant à ses directives ont le droit d'être représentées au Congrès. Cette représentation a lieu dans les conditions suivantes :

Chaque Fédération Nationale qui compte moins de dix mille membres, a une voix consultative. Les Fédérations Nationales ayant de dix à vingt-cinq mille membres envoient un délégué avec voix délibérative; de vingt-cinq à cent mille, 2 délégués avec voix délibérative; de cent à deux cent cinquante mille, 4 délégués; de deux cent cinquante à cinq cent mille, 6 délégués et, par chaque fraction de cinq cent mille au-dessus de ce nombre, s'ajoute un délégué avec voix délibérative.

Les Fédérations internationales révolutionnaires de métier ou d'industrie ont droit, au Congrès, à deux voix délibératives. Les minorités, organisées par pays, ont droit à une représentation semblable; toutes les organisations d'un pays entrant dans l'Internationale Rouge des syndicats forment une seule délégation dans laquelle des voix sont réparties proportionnellement au nombre de membres des organisations correspondantes. Les minorités organisées en fractions ont droit de représentation aux Congrès seulement dans les cas où l'organisation centrale de leur pays n'entre pas dans l'Internationale Syndicale Rouge.

VI. Les organes de l'I. S. R.

L'I. S. R. a deux organes : Le Conseil Central et le Bureau Exécutif.

Le Conseil Central est composé de la façon suivante : l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Tchéco-Slovaquie, la Pologne et la France envoient chacune deux représentants; la Russie, 4. Tous les autres pays, ayant au moins 25.000 membres, ont un représentant chacun, avec voix délibérative, et ceux qui ont moins de 25.000 membres un représentant avec voix consultative. Les Fédérations Internationales de métiers et d'industrie envoient au Conseil Central un représentant chacune avec voix délibérative. Le Conseil Central dirige toute l'action dans l'intervalle des Congrès, prend des décisions adaptées aux circonstances, représente l'I. S. R. dans tous les pays et agit en son nom, concentre entre ses mains tous les matériaux et tous les documents concernant le mouvement ouvrier international, dispose des finances et du fonds de grèves, publie des journaux et des revues en toutes langues, enfin est l'organe qui a tous pouvoirs pour mener l'action dans l'intervalle des Congrès. Le Conseil Central se réunit au moins deux fois par an et a pour tâche principale de fixer et de résoudre les questions de principe, confiant le travail courant au Bureau Exécutif.

Le Bureau Exécutif se compose de 7 membres élus par le Conseil Central, dont deux sont des représentants du pays où se trouve le siège de l'I. S. R.

Le Bureau Exécutif dirige tout le travail de l'I. S. R., fixe la tâche des sections et des services, publie l'organe officiel de l'I. S. R., représente l'I. S. R. et le Conseil Central toutes les fois que cela est utile, surveille l'activité du Conseil et des délégués généraux dans tous les pays où il y a des membres de l'I. S. R. et fait les travaux préparatoires pour les séances du Conseil Central. Le Bureau Exécutif se réunit au moins une fois par semaine.

VII. L'unité d'action et l'unité d'organisation

Les minorités intersyndicales des centres nationaux appartenant à l'I. S. R., les organisations isolées entrant dans celle-ci, sont tenues, dans toutes leurs actions, d'agir en commun accord. Au cas où la Centrale Syndicale (C. G. T.) entre dans l'Internationale Rouge, aucune autre organisation séparée de ce pays ne peut y adhérer. Les organisations révolutionnaires sympathisantes à l'I. S. R. doivent obligatoirement faire partie de la Centrale Syndicale de leur pays.

VIII. Les ressources de l'I. S. R.

Les ressources de l'I. S. R. se composent de cotisations régulières versées par les organisations adhérentes et de versements spéciaux. Les cotisations sont fixées de la façon suivante : pour les organisations où la moitié ou plus de la moitié des cotisations sont versées à la caisse centrale — au moins 1 % des sommes versées. Pour les organisations où il est versé dans la caisse centrale de 1/4 à une 1/2 des cotisations — au moins 2 % des sommes versées. Pour les organisations où il est versé à la caisse centrale de 1/4 à 1/10^e des cotisations — au moins 3 % des sommes versées. Pour les organisations qui versent à la caisse centrale moins de 1/10^e des cotisations — au moins 5 % des sommes versées. Jusqu'à la constitution du fonds, la Fédération du pays où siège l'I. S. R. fournit les ressources nécessaires.

IX. Le fonds international de solidarité.

Afin de prêter un appui aux mouvements révolutionnaires des ouvriers dans les différents pays, le Congrès décide de créer un fonds international de solidarité de combat. Les ressources de ce fonds sont constituées par un prélèvement de 50 % sur toutes les sommes entrant dans la caisse de l'I. S. R. Le Bureau Exécutif

dispose de ce fonds et en rend compte régulièrement au Conseil Central.

X. La liaison entre l'I. S. R. et les fédérations de métier et d'industrie

L'I. S. R. englobe dans sa composition non seulement les unions intersyndicales par pays, mais encore les unions internationales de métier et d'industrie.

Le Bureau Exécutif forme une section spéciale des Fédérations de métier et d'industrie, qui a pour tâche d'aider ces Fédérations et d'établir entre elles une liaison permanente. Les Fédérations internationales de métier et d'industrie sont en rapport avec l'I. S. R. par l'envoi de représentants spéciaux aux congrès internationaux.

XI. La liaison avec l'Internationale Communiste

Pour établir des liens solides entre l'I. S. R. et la III^e Internationale Communiste le Conseil Central :

1^o Envoie au Comité Exécutif de la III^e Internationale trois représentants avec voix délibérative.

2^o Organise des séances communes avec le Comité Exécutif de la III^e Internationale pour la discussion des questions les plus importantes du mouvement ouvrier international et pour l'organisation d'actions communes.

3^o Quand la situation l'exige, il lance des proclamations, d'accord avec l'Internationale Communiste.

XII. La liaison avec l'Internationale des Coopératives révolutionnaires

Dans l'intérêt de la coordination des actions et de l'information mutuelle, le Conseil Central de l'I. S. R. enverra un de ses représentants, avec voix consultative, dans l'organe de l'Exécutif de l'Internationale des Coopératives révolutionnaires, dès qu'il sera définitivement formé.

XIII. Radiation

Les organisations faisant partie de l'I. S. R. qui ne se conformeraient pas aux décisions des Congrès et ne tiendraient pas compte des décisions de l'Exécutif peuvent être exclues par le Conseil Central. Les exclusions, pour être valables, doivent être décidées par les deux tiers au moins des voix. Au cas où des transgressions auraient été commises par les organes dirigeants d'une organisation quelconque, le Conseil Central de l'I. S. R. doit s'adresser aux membres de cette organisation et proposer la tenue de conférences ou congrès spéciaux pour discuter le conflit existant entre leur organe dirigeant et l'Internationale Syndicale Rouge. Les questions d'exclusion ne sont mises à l'ordre du jour du Bureau Exécutif que lorsque la conférence nationale ou le congrès de l'organisation en cause se sont prononcés sur la question en litige.

L'organisation exclue a droit d'en appeler au Congrès International qui confirme ou annule la décision du Conseil Central.

XIV. La structure organique

L'I. S. R. ayant comme tâches la direction de la lutte du prolétariat et l'information de ses membres sur la situation dans les autres pays, doit adapter son appareil à l'exécution de ces tâches.

Dans ce but le Conseil Central organise son mécanisme en formant des sections et des services selon la nécessité.

Pour le travail normal et l'établissement de liens étroits entre l'I. S. R. et les organisations ouvrières des autres pays entrant dans son sein, il est nécessaire que celles-ci envoient des rapports mensuels au Comité Central et que les membres du Comité Central parcourent périodiquement les pays les plus importants, surtout au moment où se produisent de grands conflits économiques.

XV. Revue, Bulletin d'information

L'I. S. R. édite une revue en quatre langues : française, anglaise, allemande et russe, et un bulletin dans les mêmes langues. En dehors de ces deux organes ayant pour but la direction morale et l'information systématique, le Conseil Central doit porter

son attention sur le système des lettres circulaires et les tournées dans les organisations.

XVI. La commission de contrôle

Le Conseil Central de l'I. S. R. doit élire une Commission de Contrôle composée de trois membres dont la tâche est de vérifier les dépenses et d'établir des rapports pour permettre aux Congrès de connaître et de juger la situation financière.

XVII. Siège de l'I. S. R.

Le siège de l'I. S. R. est fixé par le Congrès. Le lieu et la date du Congrès sont fixés par le Conseil Central.

et la fermeture des fabriques et des usines par manque de matières premières dans d'autres pays. Etablir une utilisation normale des forces productrices et des moyens de production dans tous les pays est chose impossible sous le capitalisme. Le chômage croissant qui condamne à la famine des millions et des millions d'ouvriers, ceux-là même qui viennent de revenir des champs de bataille, ne peut disparaître qu'après le renversement du pouvoir bourgeois. Voilà pourquoi le premier Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge voit dans le chômage croissant le signe de la prochaine faillite totale du régime capitaliste.

2. Le Congrès déclare aux ouvriers de tous les pays que toutes les mesures prises par les capitalistes et les gouvernements bourgeois en corrélation avec le chômage ne sont pas destinées à sortir l'humanité de l'impasse où elle se trouve, mais sont destinées à maintenir la domination de la bourgeoisie et à lui conserver ses bénéfices. Dans ce but les capitalistes poussent à la réduction de la production, réduite déjà considérablement, et augmentent encore le chômage. Par ce moyen ils abaissent les salaires, affaiblissent la force combattive des organisations ouvrières et condamnent à la mort par la famine les masses ouvrières.

3. Le chômage est un fléau qui frappe tout ouvrier et non seulement les chômeurs. Pour tous les ouvriers, la lutte contre les conditions qui provoquent ce chômage est une question de vie ou de mort.

4. La bourgeoisie cherche au moyen du chômage à apporter la discorde dans les rangs de la classe ouvrière. Elle essaye d'opposer les chômeurs à ceux de leurs camarades qui travaillent encore, et ceux qui travaillent aux chômeurs. C'est pourquoi la tâche la plus importante des syndicats révolutionnaires est de prévenir cette catastrophe, de prévenir la discorde, la décomposition des forces combattives du prolétariat et de former un front de combat capable de réaliser le but unique des chômeurs et des non chômeurs. Le Congrès décide de recourir pour le groupement des premiers aux Comités spéciaux, mais il met en garde contre la création de syndicats rouges isolés en tant qu'organisations des chômeurs.

5. D'accord avec la bourgeoisie, la bureaucratie syndicale essaye de tromper le prolétariat et de lui voiler le danger formidable qui le menace. Et la bourgeoisie et la bureaucratie syndicale essayent, par la création de caisses d'assurance et d'autres réformes insignifiantes, d'affermir dans la classe ouvrière la foi que l'existence du prolétariat peut être assurée sous le régime capitaliste. Par contre les syndicats révolutionnaires affirment avec force que la question du chômage dans la société capita-

liste contemporaine non seulement ne peut être résolue mais ne peut même pas recevoir une solution partielle pour un temps plus ou moins long. La question du chômage ne peut pas être résolue d'accord avec les patrons, mais seulement par la lutte contre eux; non pas au moyen d'une lutte économique paisible, mais au moyen d'une lutte de classes déclarée; non pas à l'aide de l'Etat bourgeois, mais seulement par sa destruction et par l'établissement de la dictature prolétarienne.

6. Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge déclare que, devant le chômage croissant, on ne peut pas se limiter aux mesures destinées à secourir les chômeurs et les ouvriers affamés, mesures qui sont possibles dans les conditions du régime capitaliste. Les chômeurs ont faim : nous exigeons du pain pour eux. Les chômeurs n'ont pas de vêtements ni de charbon : nous exigeons que les ouvriers des pays dévastés par la guerre soient ravitaillés à l'aide des marchandises qui se trouvent dans les immenses dépôts disséminés dans le monde entier et qui craquent sous le poids des marchandises invendables. Nous ne pouvons pas admettre la baisse des salaires, même si le prix des objets de première nécessité commence à baisser. L'ouvrier qui travaille encore à la fabrique ainsi que le chômeur ne doivent pas accepter bénévolement les gros sous qu'on leur offre. Les salaires ne doivent pas être abaissés et l'indemnité de chômage doit être égale aux salaires.

La guerre a réduit les réserves et, d'un autre côté, les besoins des hommes se sont accrus. Nous exigeons la réouverture de toutes les entreprises fermées et le retour des ouvriers au travail.

7. La tâche des minorités révolutionnaires des syndicats affiliés à Amsterdam sera d'agir avec une insistance particulière et avec décision pour défendre ces revendications. A toutes les tentatives de la bureaucratie syndicale de classer les chômeurs dans la catégorie des « citoyens de second ordre » on doit opposer une résistance énergique. Il est important au plus haut degré que les prolétaires travaillant encore se rendent nettement compte de la communauté de leurs intérêts avec les intérêts des chômeurs. Il faut, en formulant très nettement ces revendications, obliger la bureaucratie jaune à montrer son véritable visage. Là où, sous la pression des masses, la bureaucratie syndicale souscrit aux revendications des chômeurs, le devoir de l'opposition révolutionnaire est d'appeler les masses à la réalisation immédiate de ces revendications, même par-dessus la tête des chefs.

8. La bourgeoisie cherche à consolider sa situation au prix de millions de vies ouvrières. Elle résistera désespérément à toutes les justes revendications de la classe ouvrière. On ne pourra vaincre cette résistance que par les efforts réunis des

et la fermeture des fabriques et des usines par manque de matières premières dans d'autres pays. Etablir une utilisation normale des forces productrices et des moyens de production dans tous les pays est chose impossible sous le capitalisme. Le chômage croissant qui condamne à la famine des millions et des millions d'ouvriers, ceux-là même qui viennent de revenir des champs de bataille, ne peut disparaître qu'après le renversement du pouvoir bourgeois. Voilà pourquoi le premier Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge voit dans le chômage croissant le signe de la prochaine faillite totale du régime capitaliste.

2. Le Congrès déclare aux ouvriers de tous les pays que toutes les mesures prises par les capitalistes et les gouvernements bourgeois en corrélation avec le chômage ne sont pas destinées à sortir l'humanité de l'impasse où elle se trouve, mais sont destinées à maintenir la domination de la bourgeoisie et à lui conserver ses bénéfices. Dans ce but les capitalistes poussent à la réduction de la production, réduite déjà considérablement, et augmentent encore le chômage. Par ce moyen ils abaissent les salaires, affaiblissent la force combattive des organisations ouvrières et condamnent à la mort par la famine les masses ouvrières.

3. Le chômage est un fléau qui frappe tout ouvrier et non seulement les chômeurs. Pour tous les ouvriers, la lutte contre les conditions qui provoquent ce chômage est une question de vie ou de mort.

4. La bourgeoisie cherche au moyen du chômage à apporter la discorde dans les rangs de la classe ouvrière. Elle essaye d'opposer les chômeurs à ceux de leurs camarades qui travaillent encore, et ceux qui travaillent aux chômeurs. C'est pourquoi la tâche la plus importante des syndicats révolutionnaires est de prévenir cette catastrophe, de prévenir la discorde, la décomposition des forces combattives du prolétariat et de former un front de combat capable de réaliser le but unique des chômeurs et des non chômeurs. Le Congrès décide de recourir pour le groupement des premiers aux Comités spéciaux, mais il met en garde contre la création de syndicats rouges isolés en tant qu'organisations des chômeurs.

5. D'accord avec la bourgeoisie, la bureaucratie syndicale essaye de tromper le prolétariat et de lui voiler le danger formidable qui le menace. Et la bourgeoisie et la bureaucratie syndicale essayent, par la création de caisses d'assurance et d'autres réformes insignifiantes, d'affermir dans la classe ouvrière la foi que l'existence du prolétariat peut être assurée sous le régime capitaliste. Par contre les syndicats révolutionnaires affirment avec force que la question du chômage dans la société capita-

liste contemporaine non seulement ne peut être résolue mais ne peut même pas recevoir une solution partielle pour un temps plus ou moins long. La question du chômage ne peut pas être résolue d'accord avec les patrons, mais seulement par la lutte contre eux; non pas au moyen d'une lutte économique paisible, mais au moyen d'une lutte de classes déclarée; non pas à l'aide de l'Etat bourgeois, mais seulement par sa destruction et par l'établissement de la dictature prolétarienne.

6. Le Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge déclare que, devant le chômage croissant, on ne peut pas se limiter aux mesures destinées à secourir les chômeurs et les ouvriers affaiblis, mesures qui sont possibles dans les conditions du régime capitaliste. Les chômeurs ont faim : nous exigeons du pain pour eux. Les chômeurs n'ont pas de vêtements ni de charbon : nous exigeons que les ouvriers des pays dévastés par la guerre soient ravitaillés à l'aide des marchandises qui se trouvent dans les immenses dépôts disséminés dans le monde entier et qui craquent sous le poids des marchandises invendables. Nous ne pouvons pas admettre la baisse des salaires, même si le prix des objets de première nécessité commence à baisser. L'ouvrier qui travaille encore à la fabrique ainsi que le chômeur ne doivent pas accepter bénévolement les gros sous qu'on leur offre. Les salaires ne doivent pas être abaissés et l'indemnité de chômage doit être égale aux salaires.

La guerre a réduit les réserves et, d'un autre côté, les besoins des hommes se sont accrus. Nous exigeons la réouverture de toutes les entreprises fermées et le retour des ouvriers au travail.

7. La tâche des minorités révolutionnaires des syndicats affiliés à Amsterdam sera d'agir avec une insistance particulière et avec décision pour défendre ces revendications. A toutes les tentatives de la bureaucratie syndicale de classer les chômeurs dans la catégorie des « citoyens de second ordre » on doit opposer une résistance énergique. Il est important au plus haut degré que les prolétaires travaillant encore se rendent nettement compte de la communauté de leurs intérêts avec les intérêts des chômeurs. Il faut, en formulant très nettement ces revendications, obliger la bureaucratie jaune à montrer son véritable visage. Là où, sous la pression des masses, la bureaucratie syndicale souscrit aux revendications des chômeurs, le devoir de l'opposition révolutionnaire est d'appeler les masses à la réalisation immédiate de ces revendications, même par-dessus la tête des chefs.

8. La bourgeoisie cherche à consolider sa situation au prix de millions de vies ouvrières. Elle résistera désespérément à toutes les justes revendications de la classe ouvrière. On ne pourra vaincre cette résistance que par les efforts réunis des

ouvriers de tous les pays. Les syndicats révolutionnaires doivent organiser des meetings monstres et des démonstrations capables de grouper non seulement les ouvriers des divers métiers ou de divers pays, mais capables d'entraîner les masses ouvrières du monde entier.

La progression de ses victoires impose au prolétariat de nouvelles tâches et au premier chef le contrôle sur la production et ensuite la direction de la production. Les ouvriers doivent y être préparés. En même temps ils doivent être prêts aussi à la collision armée avec l'Etat bourgeois et à la lutte armée pour l'établissement de la dictature du prolétariat et pour l'organisation de la production sur la base de la propriété collective.

9. Le premier Congrès mondial des Syndicats Rouges s'adresse aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays et leur dit : « Unissez-vous! Préparez-vous aux futures batailles décisives. » Le Congrès dit aux chômeurs : « Vous êtes les premiers qui avez souffert dans cette lutte; soyez donc les premiers à prendre l'offensive, mais sachez que vous ne pourrez vaincre qu'en serrant vos rangs avec ceux des ouvriers non chômeurs, que vous ne pourrez vaincre qu'en défendant les intérêts de la classe ouvrière tout entière. » Les ouvriers que l'usine garde encore ne doivent pas espérer que le sort des chômeurs leur sera épargné. La lutte de leurs frères chômeurs doit être la lutte de tous les ouvriers et les syndicats rouges doivent prendre toutes les mesures pour que la lutte des chômeurs se développe sous la bannière syndicale et pour que les détachements des combattants soient composés aussi bien de chômeurs que de non chômeurs.

Les victimes de la Guerre

La question des victimes de la guerre fait partie du problème social de l'heure actuelle et ne pourra être résolue définitivement que par la révolution et la dictature du prolétariat. Si les victimes de la guerre ne veulent pas se contenter de l'aumône des capitalistes, mais tendent à la libération effective, leur devoir est de prendre part à la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire.

Dans cette direction, il est nécessaire d'établir qu'une des tâches principales des syndicats révolutionnaires est de réveiller la conscience des millions de victimes de la guerre et de les délivrer de l'influence des organisations réformistes de mutilés et de la section des mutilés auprès du Bureau International du Travail, à Genève. Vu ces considérants, le Congrès décide :

1° D'entrer en relations avec l'Union Internationale des Mutilés, qui adopte le point de vue exposé ci-dessus et qui a pour but l'éducation de ses membres dans l'esprit de la lutte de classe contre les capitalistes et contre la guerre, inhérente au régime capitaliste.

2° Les syndicats affiliés à l'Internationale Syndicale Rouge se déclarent prêts à soutenir les organisations de victimes de la guerre dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions d'existence dans les cadres du régime capitaliste. Mais, en revanche, les syndicats affiliés à l'Internationale Syndicale Rouge attendent de la part des blessés de guerre, qui n'ont pas perdu entièrement leur capacité de travail et qui sont occupés dans les usines et les fabriques, une solidarité entière dans la lutte prochaine pour la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

Du mouvement syndical dans le Proche-Orient, dans l'Extrême-Orient et dans les Colonies

Pendant ces dernières années, dans les pays du Proche et de l'Extrême-Orient et dans les Colonies, on constate un très grand développement du mouvement syndical.

Cette croissance des organisations ouvrières est due, d'une part au développement rapide du capitalisme dans ces pays arriérés et, d'autre part, aux calamités qui ont frappé ces pays par suite de la catastrophe mondiale.

Les pays du Proche et de l'Extrême-Orient, ainsi que les colonies exploitées par le capitalisme mondial, traversent à présent la période de floraison du mouvement révolutionnaire. Ce mouvement se développe en se ralliant à deux drapeaux. D'une part, nous avons un mouvement pour l'émancipation nationale qui, dans les pays opprimés et dans les colonies, acquiert incontestablement une signification révolutionnaire. Cependant, le plus souvent, il est dominé par l'esprit de la haine de race. D'autre part, outre ce mouvement révolutionnaire nationaliste, nous voyons un mouvement purement prolétarien dirigé directement contre les exploiters, nationaux et étrangers. La tâche des prolétaires révolutionnaires des pays opprimés sera de lutter contre le nationalisme aveugle et de prêcher, au lieu de la haine de race, la haine de classe. Les syndicats rouges de tous les pays doivent suivre, avec une attention soutenue, le développement du mouvement révolutionnaire des pays orientaux. Ils doivent se rendre compte de ce fait, que seul l'accroissement

du mouvement ouvrier dans ces pays constitue le gage de leur libération du joug de l'impérialisme mondial. Les syndicats rouges doivent accorder une aide fraternelle aux ouvriers des colonies exploités par la bourgeoisie de leur pays. Ils doivent tendre à nouer des relations avec eux et à accorder une aide morale et matérielle à leur mouvement syndical révolutionnaire.

Il ne faut pas perdre de vue que, dans ces pays qui s'éveillent à la vie communiste, des dizaines de millions d'ouvriers mènent une lutte acharnée et les syndicats rouges commettraient une erreur énorme s'ils passaient indifférents à côté de ce fait important de l'histoire de l'humanité.

La puissance de la bourgeoisie européenne et américaine s'appuie actuellement sur les pays arriérés du Proche et de l'Extrême-Orient et sur les colonies. L'organisation des masses exploitées de ces pays, la création de syndicats révolutionnaires, leur groupement et l'élévation du niveau de leur conscience de classe, seraient non seulement une aide immédiate accordée à ces ouvriers exploités, mais ce serait aussi le meilleur moyen de lutte contre la bourgeoisie impérialiste de chaque pays.

C'est pourquoi le Congrès charge les syndicats révolutionnaires en général et le Conseil Central de l'Internationale Syndicale Rouge en particulier, de suivre avec attention et soin le mouvement syndical dans les pays du Proche et de l'Extrême-Orient, de l'appuyer et de l'aider par tous les moyens possibles afin de réunir en une seule famille fraternelle les ouvriers syndiqués des grandes nations impérialistes et des pays du Proche et de l'Extrême-Orient et des Colonies.

Le Congrès lance un appel aux ouvriers de Turquie, des Indes, de Corée, de Chine, d'Égypte et de tous les pays exploités par le capital mondial, les invite à adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge pour renverser, par un effort commun, la domination mondiale de la bourgeoisie et pour fonder la nouvelle société des travailleurs.

Ouvriers du Proche et de l'Extrême-Orient, Travailleurs des Colonies, entrez dans les rangs des Syndicats Rouges afin de combattre pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat.

Contre la terreur blanche

Appel du 1^{er} Congrès international des Syndicats rouges aux Ouvriers du Monde entier

Camarades, c'est avec une indignation profonde que les délégués du Congrès Syndical apprennent l'oppression toujours croissante, les tortures et les cruautés, subies par les travailleurs les plus conscients qui luttent pour l'émancipation de la classe ouvrière dans tous les pays capitalistes. De tous les coins du monde on nous informe que des centaines et des milliers de nos camarades sont jetés en prison, subissent des tortures inouïes, périssent sous les balles de la garde blanche.

Les impérialistes voraces ne se contentent pas des millions de cadavres prolétariens amassés dans tous les pays pendant la guerre mondiale; ils continuent, jusqu'à présent, à condamner à la famine des centaines de milliers des meilleurs ouvriers.

Et tout cela se fait pour augmenter les bénéfices de la classe possédante, pour se débarrasser de la force gênante qu'est la classe ouvrière. L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'époque où la classe des opprimés luttant pour son émancipation ait compté autant de victimes. Même les fusillades des Communards pâlissent devant les monstruosité commises par la classe dominante de tous les pays envers le prolétariat révolutionnaire et ses leaders.

En Hongrie sévit depuis de longs mois le régime impitoyable du Régent Horty, qui s'est donné pour tâche d'effacer dans les cœurs des travailleurs tout ce qui peut, même de loin, rappeler le pouvoir soviétique. Il ne se passe pas un jour sans qu'on ne trouve sur les rives du Danube les cadavres mutilés de nos camarades. En Italie les fascistes, subventionnés par les gros industriels et les propriétaires fonciers, prennent l'offensive contre le prolétariat, détruisent des centaines de Maisons du Peuple, des coopératives ouvrières et des maisons ouvrières, mutilent et tuent des centaines d'ouvriers sans souci de leurs convictions politiques, arrêtent et exilent les leaders de la classe ouvrière, quand ils ne réussissent pas à les tuer dans un guet-apens. Plusieurs de nos camarades sont tombés victimes des bandes de la garde blanche; le premier parmi ces victimes est tombé Spartak Lavianiani, un cheminot, tué à Florence dans le local de la Fédération des communistes, à sa table de secrétaire;

ceux qui réussissent à s'échapper des mains de la garde blanche sont arrêtés par la police et jetés en prison.

Tel fut le sort de plusieurs milliers d'ouvriers, dont le seul crime était d'appartenir à la classe des exploités. Le vieux militant anarchiste Malatesta, bien qu'agé de 70 ans, est de même incarcéré. En Espagne, les bourreaux salariés de la réaction noire fusillent impunément nos frères ouvriers. Suivant les nouvelles que nous venons de recevoir, sont tombés à leur poste glorieux les camarades Orlandis, Evalis, Boal, Antonio Follin, José Domingo et Rodríguez. Ils ont été assassinés par les bandits « blancs » dans la rue, au moment où ils sortaient de prison.

L'ignominie de la justice bourgeoise a été couronnée par l'acte criminel des bourreaux de la garde blanche.

Les prisons allemandes ne peuvent plus contenir les milliers de camarades qui y sont envoyés par décision des tribunaux extraordinaires. Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht sont traîtreusement tués, Eugène Levine est fusillé, Silt est tué soi-disant lors d'une tentative de fuite, Max Hoeltz est condamné à la prison à perpétuité, d'autres camarades périssent de la mort la plus cruelle. Et tout cela s'est passé dans une des libres républiques où les social-démocrates et les leaders syndicaux participent au gouvernement.

Toutes ces atrocités se commettent au nom des intérêts du capital, au nom de la défense de la bourgeoisie contre les revendications les plus justifiées de la classe ouvrière. En France, après la tentative de dissoudre les organisations communistes et d'écraser les Jeunesses Communistes par des arrestations nombreuses, après la mise en jugement des leaders, on prépare un nouvel acte de vengeance de classe par l'établissement d'une loi extraordinaire connue déjà sous le nom de « loi superscélérat ». Celui qui se souvient des repréailles pratiquées par le bourreau Thiers contre la Commune vaincue peut se rendre compte de ce que le gouvernement du renégat Briand prépare pour le prolétariat français.

Les gouvernements réactionnaires des petits pays ne restent pas en cette matière en arrière de leurs puissants voisins. En Lettonie, on nous annonce que depuis l'automne 1917 il y a eu à sept reprises différentes des arrestations en masse : dans la seule ville de Riga, environ 200 militants ont été arrêtés. Plusieurs parmi eux ont été exilés en Russie Soviétiste, quelques-uns fusillés à la frontière. A la veille du Congrès a commencé une campagne de provocation des social-démocrates dans la presse légale. Ces traîtres à la classe ouvrière énuméraient les syndicats qui avaient décidé d'adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge et indiquaient même les noms de leurs leaders. Résultat : nouvelles arrestations, nouveaux exils et nouvelles fusillades. Le 9 juillet, à la frontière russe, ont été fusillés sans

jugement : un membre du bureau de l'Union des Syndicats de Libau, le camarade Rupermann, et un membre du bureau de l'Union des Syndicats de Riga, le camarade Matezen. Un troisième camarade, membre du bureau du Syndicat des Métallurgistes de Riga, Miglan, désigné pour être fusillé, réussit à s'échapper à la frontière et à s'enfuir à l'étranger.

La Finlande compte au moins 40.000 victimes de la terreur blanche lors de la guerre civile et 80.000 ouvriers ont été envoyés dans les camps de concentration. Les syndicats ont été ôissous et, jusqu'à présent encore, les bourreaux de la garde blanche continuent leur œuvre néfaste et tâchent même de dépasser les exploits du bourreau hongrois Horthy. Les syndicats nouvellement créés sont persécutés, plusieurs syndiqués et plusieurs militants sont emprisonnés pour de longues années, entre autres le camarade Loukhenko, secrétaire général de la Centrale Syndicale de Finlande.

En Tchéco-Slovaquie, après la grève générale de décembre, des milliers d'ouvriers sont tombés entre les mains de la garde blanche; des centaines parmi eux ont été incarcérés ou condamnés aux travaux forcés. Et là aussi la justice démocratique fait sa sale besogne au nom des intérêts de la dictature bourgeoise.

Ouvriers et ouvrières du monde entier!

Nombreuses sont les victimes, sacrifices consentis par le prolétariat à l'œuvre révolutionnaire. Ces sacrifices ont été faits pour servir vos intérêts, car le même sort menace tous les ouvriers. La haine des exploités contre la classe ouvrière qui renaît à une nouvelle vie est illimitée et ce qui arrive maintenant à nos camarades peut vous arriver demain. Leur mort peut entraîner la vôtre. Si la bande des capitalistes réussit à écraser et à détruire les combattants les plus actifs qui luttent pour vos intérêts et pour votre émancipation, vous serez désormais exposés aux pires tortures, vous serez livrés à la merci de vos bourreaux.

Ouvriers et Camarades! Nous vous demandons de venir en aide à vos frères persécutés, menacés de toutes parts! Organisez-vous! Vos organisations actuelles ne répondent pas à vos buts. A leur tête se trouvent des hommes qui ne pensent qu'à soutenir vos ennemis de classe, vos persécuteurs. A la tête de vos syndicats affiliés à Amsterdam se trouvent encore des hommes qui vous ont trahis pendant la guerre. A Amsterdam siègent Messieurs Dumoulin, Thomas et C^o qui prétendent représenter 30 millions d'ouvriers, et qui, en réalité, n'ont fait que livrer ces 30 millions d'ouvriers au pillage des bandes noires, jaunes et blanches.

Combien de vies d'ouvriers aurait-on pu conserver si ces

leaders jaunes, ces traîtres à la classe ouvrière ne s'étaient pas lâchement résignés devant la terreur sanglante! Ils n'ont rien fait jusqu'ici pour organiser la force de combat de la classe ouvrière, pour répondre aux attaques de la garde blanche. Ils se sont vendus à vos ennemis de classe. Monsieur Thomas pille les 7 millions de francs-or que Vanderbilt et la Société des Nations ont mis à sa disposition. Ces amis trouvent bons tous les moyens pour lutter contre les révolutionnaires. Que leur importe vos souffrances, vos misères, que leur importe que des centaines de milliers d'ouvriers restent sans gagne-pain, que d'autres centaines et milliers d'ouvriers soient victimes de la terreur blanche. Ils sont à présent actionnaires de la Société qui a pour vrai nom : « Le Capital International ». Ils sont à présent les serviteurs du capitalisme qui mène vers de nouvelles guerres, vers de nouveaux assassinats. Ils sont les vrais coupables des persécutions que subissent dans tous les pays vos frères ouvriers.

Ouvriers du monde entier! Méfiez-vous de ces dupes! Brisez les chaînes que vous a forgées Amsterdam! Serrez vos rangs! Solidarisez-vous avec vos frères et vos sœurs qui combattent. Rejetez le drapeau sanglant des traîtres à la classe ouvrière! Retirez-vous de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam qui vous abandonne dans les moments les plus critiques et ne fait que défendre les intérêts de vos ennemis, les bourgeois et les capitalistes. Consolidez les rangs de votre Internationale Syndicale Rouge. C'est là le moyen sûr de vous libérer de la terreur dont vous souffrez, des horreurs qu'on vous inflige. Ne perdez pas une minute, organisez-vous pour parer les coups de vos assassins et de vos exploiters insolents qui fléchiront sous l'attaque de la classe ouvrière unie.

A bas les bourreaux de la classe ouvrière!

A bas Amsterdam!

Vive la lutte de classes révolutionnaire!

Vive l'Internationale Syndicale Rouge!

Appel aux Ouvriers de la Grande-Bretagne

Camarades,

Le Congrès de l'Internationale Rouge des Syndicats Ouvriers vous envoie ses salutations chaleureuses.

Nous sommes surtout heureux de saluer le million de mineurs britanniques, qui ont fait preuve d'une si belle solidarité au cours des treize semaines de lutte acharnée contre les patrons et le gouvernement. Les membres du Congrès siégeant en ce moment à Moscou ont suivi avec le plus vif intérêt et la plus grande admiration toutes les péripéties de cette lutte; nous avons vu combien les mineurs ont été près du triomphe au moment où l'appui complet leur fut enfin promis par la Triple Alliance; nous avons partagé votre amertume lorsque ces espoirs furent déçus et nous nous sommes réjouis en voyant la ténacité des mineurs s'affirmer malgré l'absence de la solidarité ouvrière escomptée et malgré les provocations de votre gouvernement.

Nous sommes persuadés qu'à la prochaine tentative de renforcement de l'oppression économique des classes dirigeantes, nous serons témoins d'un grand mouvement fraternel et unanime des ouvriers et de leur effort immédiat pour l'abolition du régime capitaliste, l'expropriation de l'industrie et son organisation par les travailleurs.

Nous suivons également la lutte des dockers, commencée en décembre dernier et qui continue, contre la baisse des salaires proposée par les employeurs.

Nous venons de voir qu'après de longs pourparlers dans l'industrie mécanique, les patrons insistent toujours sur la baisse continue du salaire et se heurtent à la résistance acharnée des ouvriers, ceci au moment où la situation financière des syndicats ouvriers est extrêmement difficile.

Les délégués réunis en Congrès International à Moscou envoient leurs encouragements et leurs vœux de succès aux ouvriers combattant pour l'émancipation du travail.

Nous soutenons nous-mêmes une lutte pareille dans nos pays et nous savons que la lutte de classes est mondiale et ne peut pas ne pas l'être. Il est du devoir de chacun de nous de canaliser cette lutte dans chaque engagement particulier et d'affermir les ouvriers dans la vraie conception de leurs tâches,

dans leur union pour la lutte à venir. Nous soulignons également aux yeux des travailleurs la nécessité de refuser résolument aucune identification de leurs intérêts avec les projets et les aspirations des classes dirigeantes. Nous voyons les gouvernements de tous les pays renforcer les répressions contre ceux qui ont la hardiesse de défendre la cause ouvrière, et cela aussi bien dans les pays dits « démocratiques » que dans les vieux pays où dans les Etats qui se sont formés après la guerre ou à la suite de révolutions : partout ce sont les mêmes vieux procédés d'emprisonnement et de fusillades des militants du mouvement ouvrier.

Ces mesures paralysent les grèves et imposent à la classe ouvrière la nécessité de se préparer à une action de classe organisée pour la révolution sociale.

Nos camarades russes nous fournissent un grand exemple et nous montrent les magnifiques résultats qu'ils ont atteints.

D'accord avec eux, nous envoyons aux ouvriers d'Angleterre et d'Irlande nos vœux fraternels. Nous leur souhaitons de s'affermir dans leur lutte difficile. Libérés des préjugés nationaux et de race, nous leur tendons la main avec un salut fraternel. Salut à tous et particulièrement aux ouvriers de l'industrie mécanique et aux dockers. Nous exprimons avec eux notre volonté de résistance acharnée à la classe capitaliste, et nous leur envoyons nos vœux chaleureux pour le succès final de leurs efforts.

Vive la solidarité ouvrière!

Vive la révolution sociale!

Appel de l'Internationale syndicale rouge au Proletariat espagnol

Camarades,

C'est avec une émotion profonde et un vif intérêt que nous suivons les péripéties de la lutte que vous avez engagée contre vos exploiters et contre la caste militaire et gouvernementale qui les défend. C'est aussi avec un sentiment d'inexprimable indignation que nous apprenons chaque jour les méfaits de la terreur blanche, dont sont victimes les meilleurs d'entre vous.

L'horreur de la domination bourgeoise atteint son apogée dans ces actes sanglants qui n'ont d'autre but que de décapiter la révolution et de consolider le régime capitaliste déjà ébranlé par les attaques incessantes que lui livrent les prolétaires organisés.

La répression féroce, grâce à laquelle votre magnifique effort de résistance force à l'admiration, sera une des pages les plus honteuses de l'histoire bourgeoise et une des plus glorieuses de l'histoire prolétarienne.

Car cela, camarades, est un grand hommage que vous rendent les maîtres de l'heure. S'ils vous emprisonnent, vous déportent et vous assassinent, c'est qu'ils voient le danger de votre conscience de classe et de votre volonté d'action. S'ils vous assènent des coups, c'est qu'ils sentent les vôtres; s'ils intensifient la réaction, c'est que vous avez intensifié l'effort révolutionnaire.

Soyez donc fermes, camarades! Malgré les brutalités odieuses dont vous êtes victimes, persévérez dans votre effort pour jeter bas l'Etat bourgeois et la bourgeoisie elle-même. Comptez vos morts, qui sont aussi les nôtres... mais ne les pleurons pas! Vengeons-les!

En ouvrant ses séances, le Congrès des Syndicats Rouges vous envoie un salut fraternel et l'affirmation de sa complète solidarité en ces moments de dures épreuves que vous subissez avec tant de vaillance.

Et nous vous recommandons de vous préparer méthodiquement, de vous organiser systématiquement, de renforcer vos unités de combat pour vaincre rapidement et de la façon la plus

complète ceux qui vous écrasent sous leur joug implacable et tyrannique, pour vous emparer des moyens de production, de la terre et des usines, pour prendre en mains tout le mécanisme de l'organisation sociale et pour défendre triomphalement les conquêtes de la révolution.

Vive le prolétariat espagnol!
Vive la Révolution mondiale!

Salut au Prolétariat russe

A l'issue de ses travaux, le Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, auquel ont participé quatre cents délégués représentant les travailleurs révolutionnaires de 42 pays, adresse au peuple russe qui lutte depuis quatre années avec un courage, une ténacité et une abnégation exemplaires, pour le triomphe de la révolution mondiale, son témoignage de profonde admiration.

Le Congrès proteste contre le blocus criminel qui continue et contribue à aggraver une situation économique déjà suffisamment difficile du fait des fléaux naturels qui se sont abattus sur d'immenses régions de la Russie soviétique, et qui réduisent à la famine et condamnent à la mort plusieurs millions d'êtres humains.

Les membres du Congrès s'engagent à mener dans leurs pays respectifs, en y consacrant toutes leurs forces, la lutte contre l'impérialisme, contre le banditisme de leur gouvernement; ils prennent aussi l'engagement solennel de faire, au sein du prolétariat, la besogne d'éducation nécessaire au développement de sa conscience de classe, qui ralliera les masses au sein de l'Internationale Syndicale Rouge et qui les soulèvera contre la dictature bourgeoise pour l'instauration dans le monde entier de la dictature prolétarienne.

En acclamant le peuple russe, son admirable armée rouge, ses militants paysans et ouvriers, et les hommes qui assument la lourde responsabilité de la défense et de l'organisation de la révolution, le Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge a conscience d'être l'interprète du prolétariat international; il a conscience aussi de la tâche qui lui incombe et trouvera en lui-même et dans l'Internationale Communiste la force de la mener à bien.

Vive l'union des forces révolutionnaires dans l'Internationale Syndicale Rouge!

Vive la révolution prolétarienne mondiale!

TABLE DES MATIÈRES

1. Préface de A. Lozowsky	3
2. Manifeste du Congrès aux ouvriers du monde entier	11
3. Rapport du Conseil International des Syndicats Ouvriers	16
4. Les relations avec l'Internationale Communiste	16
5. La question Italienne	17
6. La tactique	19
7. Le contrôle ouvrier	38
8. Les comités de fabriques et d'usines	46
9. Les questions d'organisation	48
10. Statuts de l'I. S. R.	64

RÉSOLUTIONS :

11. Rapport de la camarade Sturm : Les Femmes dans le Syndicat et la production	72
12. Le chômage	73
13. Les victimes de la guerre	76
14. Le mouvement ouvrier dans les pays orientaux et dans les colonies	77
15. Appel contre la Terreur blanche	79
16. Appel aux ouvriers Anglais	83
17. Appel au prolétariat Espagnol	85
18. Salut du Congrès au prolétariat Russe	87





LA COÛTYPOGRAPHIE
Société Ouvrière d'Imprimerie
11, Rue de Metz, Courbevoie.

• 1875